



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2686
24 janvier 2020
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation!

**Dans le
mouvement
SNCF, RATP,
Éducation..**

pages 6 à 9

**Forum
de Davos
Le rendez-vous
des exploités**

page 16

**Violences
policières
Le vrai visage
de l'État**

page 5

LEUR SOCIÉTÉ

Chose France: Macron reçoit les milliardaires 4

Loin des manifestants, tout près du capital 4

Grand débat: les cahiers de doléances aux oubliettes 4

Le Puy-en-Velay: report du procès des gilets jaunes 4

Violences policières: le vrai visage de l'État 5

Emploi des seniors: vers la fabrique de chômeurs âgés 5

Livret A: un nouveau cadeau aux financiers 5

Éducation nationale: la contestation se poursuit 6

Université Gustave-Eiffel - Champs-sur-Marne: "Fac ouverte aux enfants d'ouvriers!" 6

Tours: rassemblements réussis 6

Louvre: Léonard et la grève 6

Lycée Hélène-Boucher: violences policières 6

Centrale nucléaire Gravelines: la mobilisation continue 7

PSA - Poissy: vive la solidarité ouvrière 7

Opéra en grève: chapeau les artistes! 7

Dans les ports: trois jours de grève 7

DANS LE MOUVEMENT

SNCF - RATP: un mouvement qui en prépare d'autres 8

Limoges: la mobilisation continue 8

TSEE Villeneuve-Saint-Georges 8

SNCF: Nantes 9

Paris - Gare du Nord 9

RATP - Ligne 8 9

Dépôt de bus - Nanterre 9

Plan d'économies à la SNCF: farandole de boniments 9

DANS LE MONDE

Porto Rico: catastrophes pas seulement naturelles 11

Liban: la crise s'approfondit 11

Rapport de l'OIT: deux milliards de travailleurs sans droits 11

Russie: nouveau gouvernement, vieux problèmes 12

Gaz russe: guerre commerciale en mer Baltique 12

Lybie: réunion des prédateurs à Berlin 13

Sénégal: hausse du prix de l'électricité 13

Côte d'Ivoire: mort à 14 ans 13

Davos: le rendez-vous des exploités 16

Turquie: face à l'inflation, les travailleurs réclament leur dû 16

Rapport d'Oxfam: un système toujours plus inégalitaire 16

ENTREPRISES

Nestlé - Itancourt 14

La Redoute - Wattrelos 14

Dans nos bulletins d'entreprise 14

Renault Trucks - Saint-Priest 15

PSA - Rennes 15

IL Y A 100 ANS

États-Unis: la vague de répression antiouvrière 10

Non, le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation!

Aujourd'hui, alors que la plupart des grévistes de la SNCF et de la RATP sont allés jusqu'au bout de leurs possibilités avec 30, 40 ou 50 jours sans salaire, des milliers de femmes et d'hommes continuent la grève. Et la nouvelle journée de grèves et de manifestations de vendredi 24 janvier fera sans doute encore le plein.

Ceux qui se battent depuis un mois et demi ne sont pas près de se taire. Tant qu'ils en auront les forces, ils s'opposeront et dénonceront la politique antiouvrière de Macron. Et c'est un encouragement pour tous les travailleurs, car les jusqu'au-boutistes ne sont pas du côté des grévistes et des manifestants. Ils sont du côté de ce gouvernement qui va ajouter des retraités pauvres aux retraités pauvres.

Tout ce week-end, ministres, députés et journalistes à la solde de Macron et de Philippe ont brodé sur le prétendu tournant radical et violent pris par le mouvement, parce que les actions et les comités d'accueil se multiplient pour conspuer Macron et les élus de la majorité. Mais les images de manifestants battus à terre ou matraqués montrent clairement de quel côté se situe la violence.

Oui, le jusqu'au-boutisme est du côté du gouvernement et de ce grand patronat rapace, capable de tout pour faire les poches des travailleurs. Il est du côté de ces grands actionnaires qui enchaînent les plans de licenciements et imposent des salaires indignes, pour ajouter des zéros à leurs millions ou leurs milliards de profits.

Pendant que nous nous battons pour ne pas perdre 200, 300 ou 400 euros sur nos retraites, Carlos Ghosn réclame, pour ses bons et loyaux services rendus à Renault, une retraite chapeau annuelle de 770 000 euros - ce que bien peu de travailleurs gagnent en une vie. Et, cerise sur le gâteau, il revendique en plus l'attribution de 15 millions en actions!

Macron a accueilli au château de Versailles les porte-parole des vrais maîtres de la société: quelque 200 PDG de grands groupes internationaux. Entre le repas et la visite des appartements de la Reine, il a sans doute promis à ces seigneurs des temps modernes de nouvelles réductions d'impôts. Il les a assurés de tout son soutien pour qu'ils disposent de travailleurs exploitables et corvéables à merci.

C'est cette politique au service de ces prédateurs qui alimente l'exaspération des classes populaires.

Le mouvement des gilets jaunes avait déjà montré que la colère était profonde dans le monde ouvrier des petites entreprises, chez les femmes en situation de précarité, les artisans et les retraités. La mobilisation de ces dernières semaines en donne la mesure dans des couches encore plus larges, puisqu'elle a touché les transports mais aussi l'Éducation nationale, la Culture, la Justice et les hôpitaux.

Nul doute que la colère couve aussi dans l'écrasante majorité de la classe ouvrière qui n'a pas encore bougé. Elle s'est accumulée pendant des années d'attaques ininterrompues venues des gouvernements successifs comme du grand patronat. Salaires, emplois, conditions de travail, droits des travailleurs, accès aux services publics, tout y est passé. Alors, cette colère éclatera inévitablement.

Où que l'on travaille, dans le privé ou le public, dans l'industrie ou les services, nous n'aurons pas d'autre choix que de nous battre, car la bourgeoisie ne s'arrêtera pas là.

En pleine mobilisation sur les retraites, le grand patronat a annoncé de nouvelles vagues de licenciements. C'est le cas par exemple à Auchan. Sans même attendre la fin de la grève, la direction de la SNCF a annoncé un plan d'économies d'un milliard. Autrement dit, le hold-up va continuer et, pour ne plus le subir, il faudra emprunter la voie de la lutte collective.

Aujourd'hui, la contestation se prolonge, ce qui exaspère au plus haut point Macron, Philippe et leur monde bourgeois. Ces messieurs ont l'habitude de commander et de se faire obéir, et ils découvrent que les travailleurs peuvent rendre les coups. Eh bien, il va falloir qu'ils s'habituent!

Les cheminots et les agents de la RATP ont fait la démonstration qu'il était possible de faire sauter la chape de plomb de la résignation. Ils ont prouvé que, malgré les tentatives patronales de division et toutes les pressions qui poussent les travailleurs à se taire, ils sont capables de relever la tête et de s'unir dans la lutte pour se faire respecter.

C'est une leçon qui fera son chemin dans la conscience des millions de travailleurs qui, chaque jour, sont poussés un peu plus à bout.



Prétendues violences : vraie campagne antigrévistas

Macron, quelques-uns de ses ministres et certains de ses soutiens ont été interpellés directement à diverses reprises par des manifestants.

Robes d'avocats, blouses d'infirmières et noms d'oiseaux ont volé vers quelques ministres en représentation. Des pancartes et des slogans bien sentis ont été vus et entendus dans les manifestations. Une soirée théâtrale du couple régnant a même été gâchée, c'est dire le niveau d'agressivité atteint !

« Cette violence qui s'étend, ce niveau d'acceptation de la violence sont inacceptables » pour la secrétaire d'État Marlène Schiappa. Entre deux discours d'encouragement aux

brutes policières, son collègue de l'Intérieur Castaner parle de « la violence qui salit le débat ». Macron lui-même qualifie de « honte » ces « scènes de violence ». Et jusqu'à Sarkozy qui sort de sa boîte pour dénoncer la « tyrannie des minorités ». L'ancien président n'a pas en vue l'infime minorité des multi-millionnaires au profit desquels le gouvernement saccage les retraites, mais les travailleurs qui osent se rebeller. Et *Le Figaro*, le journal du groupe Dassault, de trancher : « La grève se termine dans une

poussée de violence. »

Pour les possédants, pour les politiciens qui gouvernent à leurs ordres et les médias qui parlent en leur nom, tout ce qui s'oppose à l'ordre social est illégitime et donc violent. Réduire les pensions, reculer l'âge du départ en retraite, pourrir la vie de ceux sur qui repose toute la société, les tuer au travail, au chômage, de misère ou de désespoir, c'est nécessaire, légal et donc non-violent, puisque c'est l'État et le grand patronat qui l'imposent. S'y opposer autrement qu'en déposant des suppliques, en formulant des vœux pieux ou en versant des larmes, s'y opposer réellement donc, par la grève et les manifestations, c'est, disent-ils, violent.

En réalité, la violence est entièrement le fait des possédants et de l'État à leur service. Il suffit de se rappeler combien de manifestants et de simples passants ont été mutilés par la police ces derniers temps. En fait, la violence que ces gens redoutent et à laquelle leurs troupes sont préparées ne consiste pas à troubler une soirée présidentielle et, encore moins, à piétiner la moquette d'une CFDT qui

Journalisme militant : il reste des bastilles à prendre

Le journaliste Taha Bouhafs a signalé par SMS qu'il se trouvait à quelques rangs de Macron, au théâtre des Bouffes du Nord, vendredi 17 janvier. Mal lui en a pris.

Après que des manifestants sont venus dire son fait au président en goguette, les policiers ont interpellé Taha Bouhafs à la sortie du théâtre, puis l'ont placé en garde à vue et déféré au palais de justice.

Les juges doivent être embarrassés. Avoir été témoin de la piteuse exfiltration de Macron devant deux douzaines de manifestants n'est pas un délit. Envoyer un SMS décrivant ce que l'on voit n'en est pas un non plus. Pour inculper le journaliste, il ne reste donc que le crime de lèse-majesté, mais on le croyait passé de mode depuis 1789.

La presse conformiste s'est de plus jetée sur Taha Bouhafs, le taxant de « journaliste militant » et tartinant sur le fait que l'on ne saurait à la fois exercer la noble profession de journaliste et l'infâme occupation

de militant. Tiens donc ! Mais que font d'autre que de militer en faveur de la propriété privée, du profit capitaliste et de la toute-puissance des dynasties bourgeoises, les « grandes plumes » des quotidiens et les « grandes voix » des télévisions ?

Il est vrai qu'ils ne le font pas, eux, bénévolement. Travaillant dans des médias propriétés des grands groupes capitalistes, ils ont le rare privilège d'être très bien payés pour défendre leurs propres idées. Le fait qu'elles correspondent exactement à celles de leurs patrons n'est que le résultat de judicieux choix de carrière. Si par exemple Franz-Olivier Giesbert, éditorialiste du *Point*, l'hebdomadaire du milliardaire Pinault, vient de gratifier ses lecteurs d'une violente charge contre la CGT, Philippe Martinez, les grévistes et le mouvement contre la réforme des retraites, c'est évidemment parce qu'il a écouté la voix de sa conscience.

P.G.

Macron, Philippe, menteurs : AXA dixit

AXA, un des principaux assureurs français, et même mondiaux, fait de la publicité pour ses produits financiers d'épargne retraite, en avertissant le public que le projet Delevoye est « une baisse programmée

des futures pensions ». Il y a quelques jours, AXA a supprimé une partie de ses pages web, prétendant qu'elles n'étaient pas à jour et s'étant rendu compte, mais un peu tard, qu'elles donnaient raison aux

opposants à la réforme des retraites.

Le gouvernement prétend que sa réforme ne baissera pas le montant des retraites. AXA mise sur l'exact opposé. Qui croire ?

B.G.



Exemple de journalisme militant.

n'a rien trahi, ayant toujours été opposée au mouvement. La violence que redoutent les possédants, c'est celle qui couve dans le monde du travail et qui finira par exploser dans des

mouvements massifs, des grèves puissantes et une prise de conscience générale, tout ce que le mouvement contre les retraites prépare et annonce.

Paul Galois

Retraites : les militaires contre la réforme

La contestation contre la réforme des retraites touche bien d'autres milieux et professions que les transports.

Ainsi le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui chapeaute 348 000 personnes, dit clairement non à la réforme, avec des arguments percutants... qui valent pour tout le monde.

Bien que le gouvernement prétende défendre les « spécificités fonctionnelles, opérationnelles », le Conseil supérieur redoute l'allongement de la durée du service

et il est dit : « On ne veut pas se retrouver avec un régiment de combattants de 63 ans. » C'est tout aussi vrai pour nombre de professions dans le civil.

Par ailleurs, le Conseil supérieur stigmatise « le calcul des décotes qui peut se traduire par des abattements de l'ordre de 20% [...] et des décotes dissuasives pouvant aller au-delà de 60% ». Et le Conseil proteste contre « la

mise en place d'une règle de calcul assise sur l'ensemble de la carrière au lieu des six derniers mois. Cela engendrera une baisse des pensions. » Là aussi, c'est exactement la même chose pour tous les travailleurs.

Que va faire le gouvernement ? Probablement accéder, au moins en grande partie, aux réclamations des militaires, comme il l'a fait pour la police. Mais pourquoi pour les policiers, probablement les militaires, et pas les autres ?

André Victor

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Saint-Denis

**Samedi 1^{er} février
à partir de 16h**

Salle de la Légion-d'honneur
6 pl. de la Légion-d'honneur

Maisons-Alfort

**Samedi 22 février
à partir de 18h**

Salle du Moulin-Brûlé
47 avenue Foch

Choose France: **Macron reçoit les milliardaires**

C'est désormais une habitude : sur la route du forum de Davos, les représentants des grandes entreprises sont invités à faire un petit crochet par Versailles pour le salon Choose France. Lundi 20 janvier, le gouvernement les a donc à nouveau reçus en grande pompe, pour leur vanter l'attractivité de la France.

Les cordons de CRS maintenaient à distance les manifestants venus chercher Macron en son palais, pour continuer à protester contre le saccage des retraites. C'est donc entre gens du même monde et devant un auditoire conquis d'avance que Macron a vanté ses réformes « qui aboutissent à un coût de l'emploi compétitif ». Le même jour, en visite dans les locaux d'AstraZeneca, groupe pharmaceutique anglo-suédois implanté à Dunkerque, il s'est insurgé contre ceux qui « nous farcissent la tête de

mauvaises nouvelles » alors que « les bonnes nouvelles sont là, mais elles n'arrivent pas toutes seules. Elles arrivent parce qu'on fait des réformes. »

Ce n'est pas les patrons d'AstraZeneca, de Toyota ou de Coca-Cola qui le contrediront ! Pour eux, les bonnes nouvelles se succèdent : des milliards de cadeaux fiscaux continuent de pleuvoir, entre autres grâce à des dispositifs de crédit d'impôt comme le CIR (crédit impôt recherche) mis en œuvre sous Sarkozy, ou comme le CICE (crédit

d'impôt compétitivité emploi) initié par Hollande et pérennisé par Macron. Le gouvernement veille ainsi à détourner le maximum des ressources de l'État vers les grandes entreprises, pour assurer les profits de leurs actionnaires. S'y ajoutent les lois Macron, puis El Khomri et les ordonnances de 2017, qui ont permis, comme le soulignait délicatement un économiste, « d'améliorer le climat des affaires en France, au prix d'une certaine réduction des droits des travailleurs ».

Entre deux plateaux d'amuse-bouche, huit milliards d'euros d'investissements dans l'Hexagone auraient été promis. Le ministre de l'Économie, Le Maire, ne se tenant plus de joie, a exulté : « Pour tous les Français, tous les territoires,



cela veut dire plus d'emplois et de prospérité ! » Le mensonge suivant lequel, si c'est bon pour le patronat, ça finira par être bon pour les travailleurs, est démenti par leurs propres chiffres. Ainsi, ces promesses

d'investissements ne créeraient pas plus de 250 emplois. C'est moitié moins que le nombre de suppressions annoncées par un seul grand groupe, Auchan, ces dernières semaines.

Nadia Cantale

Loin des manifestants, tout près du capital

Macron est venu lundi 20 janvier à l'entreprise pharmaceutique AstraZeneca de Dunkerque, car elle a annoncé la création de nouvelles lignes de production, l'investissement de 200 millions d'euros en cinq ans et l'embauche d'une centaine de personnes.

Il a cherché à s'attribuer le mérite de ces annonces, vantant les mesures gouvernementales de baisse de la fiscalité et de subventions diverses au patronat. Dès son implantation en 1993 dans la zone d'entreprises défiscalisées, AstraZeneca en a été un bénéficiaire averse, puisqu'à l'époque chacun des emplois créés lui rapportait 607000 euros par an en baisse d'impôt, selon un rapport officiel.

Pendant que Macron faisait le job de président des patrons dans une usine transformée en bunker,

plusieurs centaines de syndicalistes, gilets jaunes et avocats manifestaient contre sa politique. Ils ont été toute la matinée tenus loin de l'usine par des policiers en grand nombre, qui les ont repoussés à plusieurs reprises et les ont contrôlés.

Même les journalistes présents à la cérémonie n'ont pas pu poser des questions à Macron. Rien ne devait gâcher cette rencontre avec un des représentants du grand patronat dont il sert les intérêts.

Correspondant LO

Grand débat: les cahiers de doléances aux oubliettes

Il y a un an, pour tenter de mettre fin à la mobilisation des gilets jaunes, Macron commençait sa tournée de mairies dans le cadre du Grand débat. Les réunions interminables qu'il a tenues dans différents lieux étaient censées répondre aux critiques de sa politique exprimées par les habitants.

Il avait par ailleurs promis de rassembler tous les cahiers de doléances déposés dans les mairies, de les numériser et ensuite de les rendre publics, afin que chacun puisse les consulter. Les restituer « répondait à un immense besoin de justice et d'équité », avait déclamé Édouard Philippe au printemps dernier.

Un an plus tard, que sont devenus ces cahiers ?

S'ils ont bien été numérisés, l'État ne les a jamais publiés. Une première explication, donnée par le ministre chargé des Collectivités territoriales, a été que « les héberger en permanence sur le site [du gouvernement] aurait été trop lourd », suivie d'une seconde : cela aurait coûté trop cher. Si mettre un demi-million dans l'achat d'une nouvelle vaisselle pour les dîners à l'Élysée

était une dépense justifiée pour Macron et ses comparses, prélever quelques millions du budget pour informer l'ensemble de la population, voilà qui est hors de prix !

En attendant, les quelque 16000 cahiers de doléances sont répartis entre 101 Archives départementales. Si, en 2120, un historien décide de se pencher sur l'état de l'opinion française sous la présidence de Macron, il aura de la matière et pourra s'approprier à visiter du pays. À condition toutefois que le nom de Macron parle encore à quelqu'un dans un siècle...

Marianne Lamiral

Le Puy-en-Velay: report du procès des gilets jaunes

En décembre 2018, des jets de cocktails Molotov avaient déclenché un incendie dans la préfecture de la Haute-Loire, au Puy-en-Velay. Ce 20 janvier, quatre gilets jaunes étaient dans le box des accusés, soupçonnés à tort ou à raison d'en être responsables. Trois autres prévenus, mineurs à l'époque des faits, devraient être jugés dans une autre fournée.

Pour le pouvoir, il y avait urgence à instruire ce procès et à condamner les prévenus, pour bien montrer que l'État reste maître du jeu. Les condamnations de ce genre ont fleuri depuis le mouvement des gilets jaunes, tandis que des policiers responsables de brutalités restaient, paraît-il, non identifiables.

Mais, contrairement aux souhaits du pouvoir, le procès a tourné court, grâce à la grève qui mobilise les avocats qui, comme beaucoup d'autres, rejettent la réforme des retraites.

Estimant que ce procès n'allait pas se dérouler dans des conditions sereines, les avocats des prévenus ont demandé un report du procès.

Refusé par le tribunal. Ils se sont alors démis. Des avocats commis d'office les ont remplacés. Et eux aussi ont demandé un report, ne serait-ce que pour pouvoir prendre connaissance de ce qu'on reprochait aux prévenus. À en juger par les piles de dossiers filmés par les télévisions, ils avaient besoin de plusieurs jours. Mais le tribunal n'a accordé que... quelques heures. Un autre déni de justice. Mais, à son tour, la seconde équipe d'avocats a jeté l'éponge et le tribunal n'a eu d'autre choix que d'ajourner le procès au 9 mars prochain.

Jacques Fontenoy



À Dunkerque, en route pour manifester contre Macron.

Violences policières : le vrai visage de l'État

« Nous ne sommes pas dans le même camp, Madame », lâchait, hautain, en novembre dernier, le préfet de police de Paris Didier Lallement, à une dame se revendiquant des gilets jaunes. En effet ! Cet aveu, craché avec mépris, est une illustration frappante, elle aussi, de l'attitude des forces de répression lors des manifestations et des grèves contre la réforme de Macron.

On ne peut s'attendre à moins de la part d'un haut fonctionnaire, payé non pour servir la population mais les hommes politiques à la tête de l'État, qui eux-mêmes défendent les intérêts de la classe capitaliste, financiers, magnats de l'industrie, de la grande distribution et des médias. Un temps secrétaire général au ministère de l'Intérieur sous l'ex-PS Manuel Valls,

l'actuel préfet de police de Paris a été nommé en mars 2019, le précédent ayant été écarté à la suite de la casse du Fouquet's sur les Champs-Élysées.

Lallement restera-t-il dans l'histoire pour avoir déployé les BRAV-m, les brigades de répression de l'action violente motorisées, responsables de matraquages tous azimuts, ou pour avoir encouragé l'usage des LBD,

qui éborgnent et mutilent ? Ce serait bien de l'honneur... Les recadrages hypocrites de ses supérieurs, Macron, Philippe et Castaner, ont récemment invoqué la déontologie, parlé de croche-pieds à l'éthique et de comportements inacceptables. Mais les tabassages, les gazages, les insultes destinés aux manifestants et parfois aux simples passants n'ont pas cessé de pleuvoir.

Il y a peu encore circulait une vidéo choquante montrant un policier parisien assénant, le 18 janvier, plusieurs coups de poing au visage à un manifestant ensanglanté maintenu à terre. L'indignation devant ces images le dispute au ridicule



SERGE DIGNAZIO

de la défense du policier : le jeune homme à terre l'aurait menacé à l'aide... d'un crachat infecté par le VIH ! Le nombre des victimes est proportionnel à celui des manifestations qui se succèdent depuis novembre 2019, début du mouvement des gilets jaunes. Il continue de grimper avec la répression des dizaines de milliers de travailleurs en colère contre l'attaque gouvernementale sur la retraite.

La répression n'a pourtant pas fait taire les manifestants, tant il est clair que cette réforme injuste n'est qu'une attaque parmi toutes celles que Macron et Philippe, fondés de pouvoir de la classe des capitalistes, infligent aux classes populaires, aux exploités. Toutes les matraques de l'État de la bourgeoisie, si elles peuvent assommer, ne peuvent suffire à calmer la colère.

Viviane Lafont

Emploi des seniors : vers la fabrique de chômeurs âgés ?

La commission chargée par le gouvernement d'enquêter sur l'emploi des seniors a rendu sa copie. Sa conclusion peut se traduire par ces mots : cela ne va pas être simple !

Dans la machine de guerre contre les travailleurs que constitue la réforme des retraites, l'intention affichée par Macron-Philippe « d'inciter la population à travailler plus longtemps » tient un rôle important : comment pourraient-ils argumenter sur l'allongement de la durée de cotisation ou le recul de l'âge de départ, sans tenter de jouer sur la variable « nombre de seniors au travail » ?

La tâche ne va pas leur être plus facile après le rapport. Et les spécialistes des ressources humaines participant à la commission, notamment une dirigeante de Sodexo et un DRH de Bouygues Construction, auront du mal à justifier leurs émoluments.

Alors que 52 % des 55-64 ans ont un emploi, les autres se partagent entre l'arrêt-maladie, l'invalidité ou le chômage. Quant aux 60-64 ans, seuls un tiers d'entre eux ont un emploi. Bon gré, mal gré, ils occupent des postes que beaucoup préféreraient laisser aux jeunes sans emploi, s'ils pouvaient bénéficier de la pension de retraite correcte à laquelle ils ont tout



à fait droit après une vie de labeur.

D'ailleurs, les gouvernants et le grand patronat devraient s'en réjouir : de plus en plus nombreux sont ceux et celles qui, bien que retraités, sont contraints de retrouver un emploi, faute de ressources suffisantes pour vivre ! Leur nombre a triplé en dix ans. De même qu'a presque triplé, et en six ans seulement, le nombre de seniors, pardon, d'expérimentés, qui pointent à Pôle emploi comme chômeurs de catégorie A, sans aucun travail déclaré.

Alors, foin des bons conseils de la commission, comme de mettre en place la prévention, la formation continue, de faciliter le maintien au poste (avec des plans inclinés et l'élargissement des portes ?), et même de... « faire évoluer les représentations » ! Les

travailleurs, jeunes et moins jeunes, ont largement et bruyamment montré, dans la rue comme dans les sondages, qu'ils ne voulaient pas de la réforme Macron. Ce n'est pas une poignée de larbins patronaux, bien payés pour enfoncer des portes ouvertes, qui les convaincront.

V.L.

Livret A : un nouveau cadeau aux financiers

À partir du 1^{er} février, le gouvernement baisse le taux d'intérêt du livret A de 0,75 à 0,50 %. Il va ainsi voler plus d'un milliard d'euros à l'ensemble des travailleurs qui y placent leurs économies.

Le ministre de l'Économie, Le Maire, a déclaré que cette mesure était prise en faveur des « milliers de personnes qui attendent un logement social », prétextant que le taux d'intérêt du livret A sert de référence pour calculer celui des emprunts des bailleurs sociaux. La réalité est tout autre car, si le taux d'intérêt du livret A est passé de 1,75 % en 2010 à 0,5 % aujourd'hui, le nombre de nouveaux logements sociaux construits est passé dans le même temps de 133 000 à 109 000. Quand ce gouvernement, qui ne cesse de réduire les moyens des offices HLM, parle de défendre le logement social, c'est un peu comme si le loup se disait le défenseur de l'agneau !

En fait, depuis des années, l'État cherche à rendre le livret A beaucoup moins intéressant, afin que les

travailleurs déposent leurs économies dans les placements spéculatifs proposés par des fonds de pension, d'investissement et autres compagnies d'assurances. Rappelons que l'inflation officielle, qui minimise pourtant la vraie hausse des prix, est d'environ 1,5 % : les travailleurs perdent donc actuellement de l'argent quand ils mettent leur épargne sur le livret A, et ce sera encore plus le cas après le 1^{er} février.

Les capitalistes de la finance, comme la banque BNP, l'assureur AXA ou le fonds d'investissement BlackRock, regardent avec avidité les 285 milliards d'euros qui sont actuellement déposés sur le livret A. Ils peuvent compter sur le gouvernement pour leur livrer ces milliards sur un plateau.

Arnaud Louvet

Lisez Lutte de classe revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n°205 (janvier 2020) :

- Le mouvement contre la réforme des retraites
- La menace d'une guerre Iran-États-Unis
- BlackRock
- L'économie américaine
- Le PC et les municipales de 1925
- L'intelligence artificielle

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,97 euro



Éducation nationale : la contestation se poursuit

Alors que les épreuves de contrôle continu, prévues dans le cadre de la réforme du bac, commencent à se tenir dans les lycées, dans un contexte de mobilisation contre la réforme des retraites, le ministère a annoncé qu'il avait sanctionné 50 enseignants pour la perturbation du baccalauréat 2019, rappelé à l'ordre 500 autres et prélevé des jours de grève pour 4 000 d'entre eux.

Cette tentative d'intimidation est grossière. Les enseignants mobilisés ont déjà compris que le gouvernement ne ferait pas de cadeau à ceux qui s'opposent à sa politique. Malgré cela, de nombreux enseignants participent aux réactions contre les épreuves de contrôle continu. Ce sont souvent les mêmes qui sont engagés dans la lutte contre la réforme des retraites. Depuis plusieurs semaines,

un certain nombre d'entre eux se sont associés aux initiatives menées localement pour aller voir les autres établissements scolaires, les cheminots et les agents de la RATP grévistes. Ils ont participé aux manifestations, aux actions en direction des autres travailleurs, en particulier ceux du privé. Ils ont pu prendre conscience que, si dans chaque secteur les attaques ont leur particularité,

elles sont le résultat de la guerre des patrons et de l'État contre le monde du travail.

Chacun a pu se rendre compte que partout, dans le public aussi bien que le privé, la politique était la même : réduction des effectifs, des salaires et précarisation de l'emploi.

La dégradation des conditions d'enseignement en est une des conséquences. Avec sa réforme du bac et celle du lycée professionnel, Blanquer veut faire des économies, ce qui contribuera à rendre l'école encore plus inégalitaire. Les enseignants craignent que les difficultés auxquelles se heurteront les élèves ne soient pas les mêmes selon leur établissement d'origine. Ils sont

Université Gustave-Eiffel : "Fac ouverte aux enfants d'ouvriers!"

Lundi 20 janvier, à l'université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne, en Seine-et-Marne, les vœux de la direction ont été troublés par une cinquantaine d'étudiants, enseignants, chercheurs ou ouvriers, arrivés en masse dans la salle en chantant : « On est là ! Pour l'enseignement supérieur et pour un monde meilleur, on est là ! »

La joyeuse troupe s'est installée à la tribune en déployant deux banderoles, et une dizaine de manifestants ont pris la parole au micro,

formulant leurs vœux pour 2020 en commençant leur phrase par : « Moi, président de l'université ». Tour à tour ont été dénoncés la collaboration de la faculté avec des entreprises comme Google, le mépris des directeurs, la baisse de moyens dans la recherche et dans l'éducation, les bas salaires du personnel, la précarité étudiante... sans oublier la réforme des retraites.

L'auditoire, surpris, a écouté attentivement les prises de parole. Le slogan « Fac fermée aux intérêts

privés ! Fac ouverte aux enfants d'ouvriers ! », scandé en chœur, a provoqué bien des sourires émus. Enfin, le slogan « Ne nous regardez pas, rejoignez-nous ! » a décidé une dizaine de personnes, qui après hésitation ont rejoint les manifestants sur la tribune. Après avoir invité l'auditoire à une assemblée générale du personnel en grève, les manifestants sont repartis dans le calme, en chantant « On est là !... », ce qui leur a valu encore de nombreux gestes de sympathie.

Correspondant LO

Tours : rassemblements réussis

À Tours, jeudi 16 janvier, la manifestation pour le retrait du projet de loi Macron-Philippe sur les retraites a eu lieu dans le nord de la ville. Plus de 2 000 personnes ont défilé sur les grandes avenues, passant à proximité d'entreprises importantes comme ST Microelectronics et Sanofi. Un cortège joyeux, dynamique et toujours déterminé contre le projet de retraite à points

et la politique antiouvrière du gouvernement.

Le lendemain, différentes actions étaient encore prévues, comme un rassemblement le matin au dépôt SNCF de Saint-Pierres-Corps, à l'occasion de la venue annoncée du secrétaire d'État aux Transports. Plusieurs dizaines de gendarmes mobiles étaient là, juste en face, pour empêcher l'entrée des grévistes. Près

d'une soixantaine de cheminots réunis sur place ont voté la reconduction de la grève. Après plusieurs prises de parole, les grévistes et quelques retraités présents se dispersèrent progressivement, non sans avoir pris le temps de discuter entre eux par petits groupes. Le représentant du ministère des Transports avait en effet renoncé à venir.

Correspondant LO

Louvre : Léonard et la grève

Vendredi 17 janvier, pour la première fois depuis le début du mouvement, le Louvre était complètement bloqué par des grévistes du secteur de la culture, ce qui a empêché l'entrée du public venu pour l'exposition temporaire Léonard de Vinci.

Parmi les visiteurs, l'hostilité dominait et s'exprimait, sous forme de rage pour certains, et de quolibets

pour d'autres. Mais, heureusement, une minorité du public a exprimé sa solidarité avec ceux qui bloquaient.

Comme l'a dit un jeune à la télévision : « J'ai mis cinq heures pour venir de Dijon en car. Je soutiens le mouvement, car les œuvres de Léonard de Vinci survivront. Il risque de ne pas en aller de même pour la culture pour tous. »

Correspondant LO



révoltés par la modification des programmes qui mettent de côté, par exemple, l'étude du mouvement ouvrier ou certaines notions d'économie pouvant ouvrir l'esprit critique des élèves sur le système capitaliste.

Concernant leurs conditions de travail, les enseignants ont pu apprécier la réponse du ministre à

la baisse programmée de leur pension, pouvant aller jusqu'à 800 euros. Il compte imposer des contreparties aux toutes petites augmentations de salaire annoncées.

La colère n'est pas près de s'apaiser, alors qu'une minorité a pu apprécier la solidarité propre au monde du travail lorsqu'il est mobilisé.

Inès Rabah

Lycée Hélène-Boucher : violences policières

Vendredi 17 janvier au petit matin, la police est intervenue violemment au lycée Hélène-Boucher dans le 20^e arrondissement de Paris.

Comme dans beaucoup d'établissements ce jour-là, dont le lycée Maurice-Ravel à quelques mètres de là, les lycéens organisaient un blocus à l'aide de poubelles disposées à l'entrée de l'établissement, dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites et le bac Blanquer. Appelée par la proviseure de l'établissement, la police est alors violemment intervenue, usant de gaz lacrymogènes, de coups de matraque et bousculant les lycéens.

Des jeunes sont de plus menacés par la direction de

l'établissement de sanctions et d'exclusion pour avoir été présents lors de ce blocage.

Dès le midi, plusieurs dizaines d'enseignants du lycée et d'établissements voisins se sont retrouvés devant l'établissement avec des lycéens pour dénoncer les violences policières. La FCPE pour les parents d'élèves et de nombreux syndicats et associations se sont indignés. Lundi, une centaine de personnes, dont des grévistes du dépôt de bus Lagny situé à côté, se sont rassemblées pour exprimer leur solidarité avec les lycéens et affirmer que la répression, loin d'éteindre la contestation, ne fait que la renforcer.

Correspondant LO



Centrale nucléaire de Gravelines : en grève pour les retraites

Depuis mardi 14 janvier, 400 agents EDF, sur les 2000 que compte la centrale de Gravelines, dans le Nord, ont voté pour la grève reconductible jusqu'au retrait de la réforme des retraites. Depuis, la poursuite de la grève a été revotée à chaque fois à l'unanimité des travailleurs mobilisés.

Pendant tout le mois de décembre, la mobilisation s'est développée et de nombreux travailleurs de la centrale ont participé aux manifestations à Dunkerque.

Lundi 13 janvier, la proposition des syndicats de ne faire qu'une journée de grève dans la semaine a suscité la colère. Des grévistes ont proposé la grève pour trois jours avec blocage du site, ce qui a emporté l'adhésion des grévistes présents. Depuis, la participation est importante, les grévistes

se relaient sur le piquet de grève, de jour comme de nuit. Ce sont essentiellement des agents EDF, mais également quelques salariés des entreprises prestataires de la centrale. Ces derniers ne sont pas sous le même régime de retraite que les agents EDF, mais tout le monde est conscient qu'il s'agit d'une réforme contre tous les travailleurs.

Depuis, la mobilisation se maintient. En journée, ce sont continuellement entre 200 et 400 travailleurs



qui se relaient pour tenir le piquet et assister aux assemblées générales ou aux points d'information organisés par les syndicats. Tout le monde prend ses dispositions pour qu'il y ait en permanence suffisamment de monde devant le site : ceux qui partent tôt le soir s'engagent à revenir dès 5 heures le lendemain matin ; ceux qui font la nuit sont de retour en début d'après-midi. Comme tout le monde est concerné, il y a une pression collective pour que tout le monde y participe activement.

Il y a donc de la détermination, et les tentatives d'intimidation de la direction

sont sans effet sur le mouvement. Elle a tenté de mettre en avant des arguments sur la sûreté nucléaire, pour empêcher qu'il y ait un blocage et des rassemblements sur le site. Un DRH envoyé par la direction a demandé aux grévistes de laisser libres les accès au site pour les pompiers. En quelques minutes, une centaine de grévistes l'ont entouré et ils lui ont expliqué, arguments à l'appui, qu'ils contrôlaient correctement les accès, qu'ils étaient des travailleurs responsables et garants de la sûreté du site. Le vendredi 17 janvier, la grève a de nouveau été votée à l'unanimité.

Certains syndicats ne parlent que du régime de retraite des agents EDF. Mais les travailleurs, présents depuis le début des manifestations du mois de décembre, se sont mobilisés avec l'ensemble des travailleurs pour le retrait complet de la réforme.

D'après les anciens présents sur le piquet de grève, il n'y avait pas eu une telle mobilisation depuis 1984. Comme l'a dit un travailleur au DRH sur le piquet de grève : « Ici on lutte ensemble, on apprend à se connaître, on sait que vous allez continuer vos attaques, on s'y prépare. »

Correspondant LO

PSA – Poissy : vive la solidarité ouvrière !

Mercredi 8 janvier, une trentaine de cheminots en grève du dépôt d'Achères, voisin de quelques kilomètres de l'usine, et de la gare parisienne de Saint-Lazare sont venus solliciter le soutien financier des travailleurs de l'usine de PSA.

La semaine précédente, plus de 130 cheminots accompagnés par des agents RATP et quelques enseignants en grève étaient venus s'adresser aux 3000 travailleurs de PSA, pour discuter et défendre l'idée que c'est tous ensemble, travailleurs du privé comme du public, qu'il faut riposter à l'attaque du gouvernement sur les retraites.

À défaut de se mettre en grève, les travailleurs de PSA ont été très nombreux à verser à la collecte, avec près de 2900 euros récoltés, une des meilleures collectes de l'usine. Ce résultat est révélateur du soutien des travailleurs à la grève. Les messages et les gestes de soutien ont fait chaud au cœur des cheminots et leur ont renforcé le moral.

Les militants CGT de l'usine qui avaient préparé la collecte en amont dans les ateliers étaient très satisfaits d'avoir pu aider les grévistes dans leur lutte et d'avoir fait connaissance avec des cheminots, qu'on a retrouvés ensuite dans les manifestations.

À la suite de cette collecte, les discussions à l'intérieur de l'usine ont été nombreuses sur le fait qu'on ne pourra pas faire l'économie de se mettre tous ensemble en lutte, car les coups de la part du patronat et du gouvernement ne cesseront pas.

Correspondant LO



Opéra en grève : chapeau les artistes !

Les danseurs, musiciens ainsi que les travailleurs de l'ombre qui font fonctionner l'Opéra de Paris sur ses deux sites, Garnier et Bastille, sont engagés depuis le 5 décembre dans la plus longue grève qu'ait connue cette institution culturelle vieille de 350 ans.

Tous les opéras et ballets, près de 70 représentations, ont été annulés depuis cette date. Mais, pour la quatrième fois, un spectacle a été joué gratuitement en plein air le 18 janvier, avec le concours de grévistes de la Comédie française, pour le plaisir des nombreux participants et sympathisants du mouvement contre la réforme des retraites.

La grève de l'Opéra de Paris révèle une véritable solidarité entre toutes les professions. Les techniciens et administratifs, qui forment

la majorité des 1880 salariés de l'Opéra de Paris, sans compter les travailleurs en CDD et les intermittents du spectacle, et qui travaillent en soirée et le week-end, ne veulent pas voir l'âge de leur départ à la retraite reculer.

Sur le devant de la scène, les danseurs, qui partent en retraite à 42 ans, ne sont pas les privilégiés que se plaisent à dénoncer des milieux bourgeois, qui aiment l'opéra mais calomnient ceux qui le jouent. En vérité, les danseurs doivent enchaîner sur une deuxième carrière, leur

pension se situant autour de l'équivalent du smic. Ainsi, en cumulant retraite et travail, ils peuvent espérer maintenir leurs revenus de l'Opéra de Paris autour de 2500 euros par mois.

La détermination des grévistes a arraché au gouvernement une première inflexion fin décembre. Il a été obligé de concéder le maintien des avantages acquis, mais il veut toujours appliquer sa réforme à ceux qui seront embauchés à l'Opéra à partir de 2022. Les grévistes ont refusé cette clause du grand-père qui créerait une division entre les anciens et les nouveaux embauchés. Leur lutte continue.

Lucien Déroit

Dans les ports : trois jours de grève

Mercredi 22 janvier, alors que les marins des remorqueurs avaient repris le travail mais restaient mobilisés, les travailleurs des sept grands ports maritimes commençaient à bloquer les accès à l'appel de la CGT.

Cette deuxième opération « ports morts » doit durer jusqu'au 24 janvier, nouveau jour de manifestations interprofessionnelles contre la réforme Macron-Philippe. Elle s'accompagne de piquets de grève devant les sièges des entreprises, de manifestations, de rencontres avec les travailleurs des autres

entreprises en lutte pour les mêmes raisons.

Les patrons des entreprises portuaires auront beau crier qu'on les ruine, les ministres auront beau affirmer que dockers et marins ne sont pas concernés par la réforme, les travailleurs des ports ne se laissent pas impressionner. Dans le bras de fer qui continue entre l'ensemble des travailleurs d'un côté et le gouvernement, agissant au nom des intérêts du grand patronat, de l'autre, marins et dockers utilisent leur position dans l'intérêt de leur classe.

Paul Galois



SNCF-RATP : un mouvement qui en prépare d'autres

Jeudi 16 janvier, au quarante-troisième jour de grève et sixième temps fort depuis le début du mouvement, le taux de grévistes avait remonté à la SNCF. D'après la direction, plus de 30 % des conducteurs étaient en grève et 18 % des contrôleurs. À la RATP, la grève restait très majoritaire au métro et remontait aussi dans les bus.

Les manifestations ont regroupé ce jour-là 187 000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, dont 28 000 à Paris. L'ambiance était très dynamique, avec des cortèges de grévistes de la SNCF, de la RATP, de l'éducation, des hôpitaux, ainsi que de travailleurs de certaines entreprises privées, mêlant tous leurs slogans. Les banderoles confectionnées par les grévistes étaient visibles et arborées partout fièrement. Ce joyeux défilé formait la grande partie du cortège.

Il était visible que, loin d'être un baroud d'honneur, ces manifestations regonflaient tout le monde et que le mouvement était encore bien vivant. L'intersyndicale appelait d'ailleurs à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le vendredi 24 janvier, et à des actions diverses d'ici là.

À sa sixième semaine, le mouvement pouvait aussi mettre à son actif d'avoir déjoué la manœuvre autour du vrai-faux retrait de l'âge pivot, orchestrée avec

la complicité des directions de la CFDT et de l'UNSA. Elle n'a été d'aucun effet sur les grévistes et, d'ailleurs, aucun militant de ces organisations à la RATP ou la SNCF n'a osé la défendre dans les AG. Et, même dans l'opinion publique, l'opération a capoté : les sondages d'opinion montraient que le mouvement de grève conservait plus de 61 % d'opinions favorables au bout d'un mois et demi.

Pour autant le lendemain, dans beaucoup de discussions individuelles et aussi dans certaines AG, beaucoup faisaient le constat que le mouvement ne s'élargissait pas, en particulier dans le privé. Or, depuis le début, les grévistes ont fixé comme objectif à leur lutte le retrait total de la réforme, et ils

étaient bien conscients qu'ils ne pouvaient pas, à quelques dizaines de milliers, même déterminés, imposer le retrait d'une attaque visant des millions de travailleurs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, à juste titre, les grévistes les plus actifs ont multiplié, toutes les dernières semaines, les démarches vis-à-vis des travailleurs d'autres entreprises, distribuant des tracts dans des centres commerciaux, à la porte d'entreprises ou de cantines de zones industrielles. Mais, si les grévistes ont trouvé du soutien moral et parfois financier auprès de ces travailleurs, le démarrage du mouvement qu'ils guettaient n'a pour l'instant pas eu lieu.

Et, plus que l'aspect financier, c'est cette absence d'extension de la grève à d'autres secteurs qui a donné aux grévistes le sentiment d'avoir été au bout de ce qui dépendait d'eux, au bout de leur mouvement, tel qu'initié depuis le 5 décembre, en grève reconductible.

Le vendredi 17, certaines AG, tant à la RATP qu'à la SNCF, ne reconduisaient pas la grève, pour la première fois depuis le 5 décembre. D'autres reconduisaient le mouvement sans pour autant prévoir de nouvelles AG avant le 24 janvier. D'autres enfin, tout en étant conscients d'être une minorité encore en grève, choisissaient d'y rester afin de préparer au mieux la

journée de vendredi.

Mais, dans la plupart des assemblées, il n'y a eu aucune dissension entre ceux qui choisissaient de rester en grève, et ceux qui choisissaient de reprendre. Tout d'abord, parce que tous affirmaient la nécessité de continuer la lutte et de se retrouver tous en grève et dans la rue le 24 janvier. Bien sûr, il y a le regret de n'avoir pas obtenu le retrait de la réforme, mais il y a aussi la fierté, la conviction d'avoir jeté ses forces dans la bataille et d'avoir, de cette façon, montré la voie à l'ensemble du monde du travail.

Et, comme bon nombre de grévistes l'ont exprimé, souvent de façon émouvante, ils ont découvert la solidarité, le sentiment de liberté de ceux qui, après avoir encaissé les coups, savent les rendre durant six semaines. Plusieurs milliers de travailleurs sont devenus de fait des militants de leur classe, examinant quotidiennement le rapport de force, tissant des liens, apprenant à rédiger des tracts, à confectionner des banderoles, des slogans, à prendre la parole devant des inconnus. Ils ne sont pas près de l'oublier.

C'est une première conquête, dans la guerre qui ne peut que s'intensifier entre la bourgeoisie et les classes populaires.

Christian Bernac

Limoges : la mobilisation continue

Vendredi 17 janvier, l'assemblée générale des cheminots tenue sur le parvis de la gare de Limoges a voté la poursuite de la grève jusqu'au mercredi 22, avant de rejoindre en cortège la manifestation interprofessionnelle.

Au même moment, un cortège d'enseignants arrivait. Ils avaient décidé en assemblée générale d'appeler à se retrouver tôt le matin, pour bloquer le rectorat. C'était l'occasion de marquer le coup face à l'enfumage de Blanquer, mais aussi de se retrouver avec d'autres travailleurs venus les soutenir, pour discuter autour d'un café.

Les grévistes d'EDF ont coupé le courant des trolleybus et animé le début de la manifestation en suspendant une banderole aux caténaires. 2 500 manifestants ont fait le tour de la ville. Et on pouvait y entendre : « On tient toujours », « Pour la troisième manifestation de la semaine, c'est quand même pas mal ! »

Les manifestants se sont mélangés et les discussions se sont poursuivies sur les possibilités du mouvement, la nécessité de son extension, les difficultés pour les travailleurs du privé de s'y

joindre, alors que pèsent les inquiétudes sur l'emploi et même les menaces de licenciements, comme pour 58 salariés des entrepôts de Coop Atlantique qui vont fermer et 90 de l'entreprise France Confection, placée en liquidation judiciaire.

On y a aussi échangé sur les méfaits de la réforme des retraites, chacun ayant un exemple à raconter dans sa famille, son quartier, son entreprise. Et aussi sur toutes les autres attaques contre les couches populaires, les APL, le livret A et bien d'autres.

Les travailleurs de la petite enfance ont eux aussi manifesté dans la semaine contre une loi qui va détériorer leurs conditions de travail et les conditions de vie des enfants.

Les manifestations se poursuivent : trois sont annoncées cette semaine. La colère n'est pas près de retomber.

Correspondant LO



TSEE - Villeneuve Saint-Georges

Les grévistes du Technicentre Sud-Est européen de Villeneuve-Saint-Georges ont réussi une nouvelle fois à se rassembler à une cinquantaine derrière leur banderole, jeudi 16 janvier. La veille, une demi-douzaine de cheminots s'étaient adressés une nouvelle fois au secteur privé, à une entreprise de logistique alimentaire, Transgourmet.

Ces diffusions de tracts au privé ont permis de discuter, de connaître et de tisser des liens avec des

salariés d'autres secteurs. Et certains grévistes disent qu'il aurait fallu s'adresser au privé dès le début. Fiers de leur mouvement, les grévistes ont repris le travail lundi 20 janvier, en appelant « à participer le plus massivement possible à la journée du 24 janvier ».

Cette semaine, une collecte est organisée à la porte de l'entreprise Sanofi, où ils étaient la semaine passée une cinquantaine à se retrouver avec des grévistes d'autres secteurs.

SNCF: Nantes

À Nantes, la semaine du 13 au 20 janvier a été marquée par plusieurs manifestations et l'organisation de la solidarité avec les cheminots grévistes. Mardi 14 janvier sous la pluie, ou mercredi soir aux flambeaux, les discussions avec des militants d'autres entreprises étaient très chaleureuses. Elles ont regonflé énormément tous les présents et, jeudi, c'est à plus

de 5000 que les manifestants ont battu le pavé nantais.

Les soutiens aux cheminots se traduisent diversement: par des versements à la caisse de solidarité ou, comme mercredi 15, via la distribution par les producteurs, à plus d'une soixantaine de grévistes, de cagettes de légumes accompagnées de lettres manuscrites de solidarité. À côté des temps

forts organisés par les syndicats, tous ces moments chaleureux partagés comptent beaucoup.

Les cheminots, réunis en assemblée générale lundi 20 janvier, ont voté la poursuite de la grève jusqu'à l'assemblée générale suivante, mercredi 22, et un programme quotidien est prévu jusqu'à la manifestation du vendredi 24.

Paris - Gare du Nord

Mardi 20 janvier, les cheminots de la SNCF de Paris Nord, réunis à une quarantaine en assemblée générale interservices, ont voté la reconduction de la grève. Tous ceux qui sont intervenus ont dit qu'ils étaient fiers de leur grève et d'avoir tenu face au gouvernement. Ils regrettaient bien sûr de ne pas avoir été rejoints par de

gros bataillons du privé, mais tous étaient conscients que ce n'était qu'une étape dans la lutte.

En accueillant des militants d'Info.com CGT venus remettre un chèque de 100 000 euros aux grévistes de Paris-Nord, un gréviste a rappelé que les caisses de grève étaient une tradition du mouvement ouvrier.

Ceux qui ont versé expriment ainsi leur solidarité avec les grévistes. D'ailleurs, Info.com faisait remarquer qu'il n'y avait jamais eu autant d'argent qui était rentré dans leur caisse de solidarité.

Tous étaient conscients que public, privé, intérimaires et chômeurs formaient un seul camp.

RATP: Ligne 8

Pendant plusieurs semaines, les conducteurs de la ligne 8 du métro, massivement en grève (90%), ont cherché à étendre le mouvement en s'adressant à d'autres secteurs. Ils se sont rendus dans des centres commerciaux à Créteil et Bonneuil, dans le Centre hospitalier intercommunal de Créteil ou à l'université Paris 3, ainsi que dans plusieurs assemblées générales organisées dans des lycées du Val-de-Marne.

Ainsi, au lycée Jacques-Brel de Choisy-le-Roi, un

conducteur a raconté comment le mouvement les avait transformés: « Grâce à la grève, on sait maintenant que ce qui est important, ce n'est pas un iPhone ou un écran plat, mais c'est la solidarité. Cette solidarité elle est en nous, c'est notre âme. » Il a ensuite ajouté: « Même si on ne gagne pas, on est fiers d'avoir relevé la tête. »

À Paris 3, un autre conducteur a rappelé que, derrière cette réforme, c'est tout un projet de destruction sociale qui est à l'œuvre. C'est contre tout cela, et pour

une société solidaire, qu'ils se battent. Et, même si la plupart d'entre eux ont repris le travail après plus de 40 jours de grève, ils ne comptent pas en rester là: « Le combat n'est pas terminé, au contraire. Il y a des remous, des choses sont en train de se passer un peu partout, il ne faut pas lâcher l'affaire! »

Jeudi 16 janvier, les conducteurs de la ligne 8 du métro, des enseignants et des agents territoriaux se sont retrouvés pour défiler ensemble.

Dépôt de bus - Nanterre

Jeudi 16 janvier, les grévistes du dépôt de bus de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, étaient une bonne vingtaine à la manifestation parisienne. Ce fut l'occasion de la première sortie de la banderole confectionnée quelques jours plus tôt. Le lendemain, la grève était reconduite jusqu'au 24 par l'assemblée générale de 60 grévistes. La

grève donne l'occasion à des machinistes d'être actifs, tous les jours, que ce soit sur des piquets tôt le matin ou dans des actions de propagande vis-à-vis de la population.

L'accueil rencontré a regonflé les participants, qui ont recueilli des dons pour la caisse de grève ou des denrées alimentaires, remplissant un plein chariot devant

un supermarché. Une tournée de plusieurs amphithéâtres à la faculté de Nanterre a été saluée par des applaudissements des étudiants. Un tract diffusé à la porte d'une école aux parents d'élèves a aussi été chaleureusement pris.

C'est ainsi que le mouvement continue, avec en ligne de mire la journée du 24 janvier.



Ligne 13

Jeudi 16 janvier, une trentaine de grévistes de la ligne 13 se sont retrouvés à la manifestation interprofessionnelle parisienne, derrière leur banderole « Privé/public, tous en grève jusqu'au retrait total, sans conditions! »

Les manifestants n'ont pas épargné leurs cordes vocales. La caisse de grève a aussi reçu près de 2 000 euros au long du cortège.

Cette solidarité dans la lutte, les grévistes ont à nouveau pu la ressentir au marché de Saint-Denis, le dimanche suivant. Quelques

remarques hostiles ont suscité en retour de nombreuses réactions et gestes de soutien, et la caisse de grève a récupéré 400 euros supplémentaires en deux heures. En revanche, tombés nez à nez avec les grévistes, le candidat macroniste aux municipales et son aréopage ont, de leur côté, passé un sale moment, sous les slogans tels que: « Macron voleur de retraite! Père Noël des patrons! »

De quoi conforter la détermination des grévistes, qui ont reconduit leur mouvement jusqu'au 24.

Correspondants LO

Plan d'économies à la SNCF: farandole de boniments

Farandou, le nouveau patron de la SNCF, s'est plaint dans les médias que la grève avait entraîné un coût d'au moins un milliard d'euros.

Ce chiffre montre déjà aux cheminots que, s'ils sont très mal payés, leur travail rapporte!

Mais Farandou a donc ajouté qu'il allait devoir annoncer un plan d'économies au prochain conseil d'administration et la possible vente de filiales. Une façon de faire porter le chapeau aux grévistes.

En réalité, il ne s'agit que d'un prétexte. Son plan d'économies date d'avant la grève. Lors de son audition par le Parlement en vue de sa nomination, en octobre dernier, il avait annoncé un plan d'urgence et promettait « un plan de productivité à un niveau peut-être jamais vu » concernant l'organisation du travail et annonçant que cela se traduirait par des baisses d'emploi.

En fait, l'État a annoncé son désengagement des petites lignes jugées non rentables, et ne finance qu'une portion infime, 0,7%, de la régénération du réseau dit structurant, imposant à la SNCF des économies drastiques. La SNCF doit donc à la fois rogner sur le service rendu aux voyageurs et tenter de faire reculer les conditions d'emploi, de salaire et de travail de l'ensemble des travailleurs du ferroviaire.

Mais, hélas pour Farandou, entre les effets d'annonce et leur mise en œuvre, il y a plus qu'un pas. Et les six semaines de grève reconductible à la SNCF qui viennent de se dérouler lui montrent qu'il aura face à lui des travailleurs déterminés.

C.B.



États-Unis : la vague de répression antiouvrière

Courant 1919, aux États-Unis, des attentats attribués aux anarchistes furent le prétexte d'une vague de répression contre les ouvriers révolutionnaires.

Le 2 janvier 1920, le ministre de la Justice A. Mitchell Palmer, qui avait vu son domicile visé par une bombe, lança des raids (restés dans l'histoire sous le nom de « Palmer's raids ») contre des militants anarchistes, syndicalistes, communistes, tous étrangers, afin de les déporter hors du pays.

La répression antiouvrière était une réalité depuis longtemps. Déjà en 1914 la police et la justice de l'Utah avaient comploté pour accuser de meurtre un militant du syndicat révolutionnaire IWW (Industrial Workers of the World), Joe Hill (Hägglund de son vrai nom, né en Suède), le condamner à mort et l'exécuter l'année suivante.

L'opposition à la guerre

Le pouvoir de la bourgeoisie américaine et la politique impérialiste et guerrière de son gouvernement furent contestés dans la classe ouvrière, particulièrement à partir du moment où le président démocrate Woodrow Wilson prit la décision peu populaire d'engager les États-Unis dans la Première Guerre mondiale, en 1917.

Au même moment, les prodigieux événements de la révolution russe, où la classe ouvrière renversa le tsar en février, s'organisa en soviets, s'arma et conquit le pouvoir en octobre pour mettre fin à la guerre, influencèrent un nombre croissant d'ouvriers outre-Atlantique.

La répression contre les IWW s'accrut. Cent militants, dont un de leurs dirigeants les plus populaires, « Big Bill » Haywood, furent arrêtés et condamnés l'année suivante pour

opposition à la mobilisation et encouragement à la désertion. Haywood, condamné à vingt ans de prison, s'enfuit en Russie soviétique juste avant d'être incarcéré. Il y mourut dix ans plus tard.

En juin 1917, l'anarchiste Emma Goldman et son compagnon Alexandre Berkman furent condamnés, pour opposition à la mobilisation, à un séjour derrière les barreaux de la démocratie américaine ; ce n'était pas leur premier. Ils furent relâchés deux ans plus tard, pour être déportés en Russie fin 1919, pays dont ils avaient émigré trente ans plus tôt.

De même, le dirigeant du Parti socialiste Eugene Debs fut condamné à dix ans de prison en 1918 pour un discours contre la mobilisation. C'est de sa cellule du pénitencier d'Atlanta qu'il mena sa campagne pour l'élection présidentielle de 1920, où il recueillit près d'un million de voix (3,4%).

John Reed, journaliste devenu bolchevik en rejoignant la révolution russe d'octobre 1917, et revenu aux États-Unis en 1918, fut inculpé plusieurs fois pour sédition parce qu'il avait pris la défense du pouvoir ouvrier dans la presse. Il dut fuir le pays en octobre 1919 vers la Russie, muni d'un faux passeport, pour éviter une lourde condamnation.

Vague de grèves

La fin de la guerre déboucha, aux États-Unis comme dans bien d'autres régions du monde, sur une vague de grèves et de contestation ouvrière. En février 1919, une grève générale paralysa Seattle et sa région, sur la côte pacifique, pendant une semaine. Les marins et dockers réclamaient des augmentations de salaire et de ne plus devoir charger des



La grève à Seattle en février 1919.

armes destinées aux armées contre-révolutionnaires en Russie. La grève fut écrasée par la répression.

En novembre 1919, 400 000 mineurs de charbon, surtout dans la région montagneuse des Appalaches, entamaient une grève. Durant la guerre, la loi martiale avait rendu la grève illégale dans ce secteur stratégique. Les propriétaires de mines en avaient profité pour s'enrichir outrageusement. Trois semaines de grève furent nécessaires aux mineurs pour obtenir 14 % d'augmentation des salaires.

Au même moment, la grève des sidérurgistes de Gary, dans l'Indiana, était vaincue par l'intervention de l'armée. Il s'agissait de permettre au patronat de redémarrer les hauts-fourneaux en y faisant travailler des dizaines de milliers d'ouvriers noirs et mexicains utilisés comme briseurs de grève. Et même les policiers de Boston firent grève pour leurs salaires à l'automne 1919.

L'État fabrique la « peur des rouges »

En réaction à ces mouvements, le gouvernement lança, avec l'appui de la

grande presse, une violente campagne anticommuniste. Le Parti communiste américain avait été fondé à la fin de l'été 1919. Ne pouvant plus s'appuyer sur les lois d'exception en vigueur pendant la guerre pour préparer ses mesures répressives, Palmer se décida à cibler les militants ne possédant pas la nationalité américaine, en réalité pour tenter d'intimider tout le mouvement ouvrier, alors en croissance rapide.

C'est ainsi que les raids de janvier et février 1920 furent organisés. Palmer mit en avant un jeune haut fonctionnaire, Edgar B. Hoover, le chargeant de la répression. Plus tard, en 1924, cet anticommuniste enragé allait prendre la tête de l'officine policière spécialisée dans le mensonge et la manipulation, connue aujourd'hui sous le nom de FBI, dont il allait garder la tête pendant près de cinquante ans.

En six semaines, Palmer et Hoover firent arrêter 10 000 personnes. Même si la justice déclara plus tard qu'un cinquième des mandats d'arrêt étaient illégaux, ce vaste coup de filet déboucha sur la détention prolongée de 3 500 militants étrangers et l'expulsion hors du pays de 556 d'entre eux.

À l'approche du 1^{er} mai 1920, Palmer renforça l'hystérie anticommuniste. Il prétendit qu'un complot communiste prévoyait des assassinats, des attentats et des grèves générales ce jour-là. Seule la perspective d'une grève n'était pas fantaisiste.

Bavure policière et coup monté

Après six semaines de détention, le 3 mai 1920, l'anarchiste italien Andrea Salsedo, arrêté à New York par la police de Hoover, fut

retrouvé mort sur le trottoir au pied de l'immeuble où il était détenu. La police prétendit qu'il s'était jeté du 14^e étage, mais il avait très probablement été poussé. Deux jours plus tard, deux de ses amis, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti étaient arrêtés à Boston et inculpés de meurtre. La police et la justice prétendirent qu'ils étaient les auteurs d'un vol à main armée où deux hommes avaient trouvé la mort. Sacco et Vanzetti furent condamnés à mort et exécutés en 1927, malgré une campagne internationale de protestation contre cette injustice flagrante.

En plus de son appareil d'État, la bourgeoisie américaine mobilisa contre les « rouges » des associations réactionnaires d'anciens combattants, qui n'hésitaient pas à faire le coup de poing contre des meetings ouvriers ou des piquets de grève. En 1920, elle favorisa aussi la renaissance du Ku Klux Klan, organisation créée à l'origine pour réprimer les Noirs dans le Sud et qui prit une orientation clairement anticommuniste. Le Klan s'étendit en quelques années à tout le territoire américain, avec 4,25 millions de membres en 1924.

Cette répression, officielle et officieuse, était à la mesure de la crainte de la bourgeoisie américaine de voir un mouvement ouvrier révolutionnaire se développer et mettre sa domination en danger, comme cela s'était produit en Russie. Elle entrava l'organisation de la minorité ouvrière consciente et combative qui voulait suivre l'exemple des travailleurs russes. La liberté, qui était de tous les discours officiels, ne s'appliquait pas aux militants ouvriers.

Lucien Déroit



Grève d'ouvrières sur un chantier naval en mai 1919.

Porto Rico : catastrophes pas seulement naturelles

Alors que la population est victime de séismes à répétition, la découverte, le 19 janvier, d'un entrepôt contenant de l'aide d'urgence non distribuée, suite à la dévastation de l'île par les ouragans Irma et Maria en septembre 2017, a provoqué un scandale.

Deux ans et demi après, les vivres sont périmés, tandis que des milliers de gens manquent de tout. L'indignation a débouché sur une première manifestation le soir même, et le lendemain par une autre de plus grande ampleur.

Cette île hispanophone des Caraïbes a été annexée de fait par les États-Unis il y a 121 ans. Mais ses habitants n'ont toujours pas les mêmes droits que les autres citoyens américains : ils n'ont pas de représentants au Congrès et ne votent pas pour élire le président. En revanche, le gouvernement américain ne se prive pas de prendre des décisions dont les Portoricains subissent les conséquences.

Depuis des années, l'île est plongée dans la récession. Du fait de son

surendettement, les infrastructures ne sont plus financées, les services publics ont vu leurs budgets réduits, les aides sociales aussi.

C'est une population épuisée par une crise économique permanente qui a été touchée durement par les ouragans de 2017. Le réseau électrique a été endommagé, privant de courant des centaines de milliers de personnes. D'autres ont perdu leur maison. En conséquence, un demi-million de personnes ont émigré, faisant diminuer de 14% le nombre d'habitants!

Avec un racisme quasiment assumé, alimenté par un mépris envers les pauvres – plus de 40% des Portoricains vivent en dessous du seuil de officiel de pauvreté –, Trump avait nié

pendant des mois la gravité de la catastrophe. Très tardivement, le gouvernement américain avait fini par reconnaître que près de 3 000 personnes avaient trouvé la mort et il avait débloqué 20 milliards de dollars pour la reconstruction.

Mais la population n'a pas vu grand-chose ni de l'aide d'urgence ni de ces fonds. D'autant moins que Trump a bloqué toute une partie de cette somme, prenant comme prétexte la corruption des autorités locales.

Ce qui était certainement le cas du gouverneur Rosselló et de son entourage. Il a d'ailleurs été obligé de démissionner en août dernier, sous la pression de manifestations répétées regroupant jusqu'à un demi-million de personnes.

Mais les corrupteurs se trouvent du côté des grandes entreprises américaines qui ont remporté les contrats de reconstruction. Ainsi, Cobra Acquisitions a remporté un contrat de 1,8 milliard de



Manifestation à Porto Rico.

dollars pour réparer le réseau électrique, sans avoir aucune expérience en la matière. La révélation de ce scandale a mené à l'arrestation de son PDG ainsi que de deux hauts fonctionnaires américains.

Depuis deux mois, Porto Rico est touché par une série de tremblements de terre. Le plus important a eu lieu le 7 janvier. À nouveau des maisons se sont effondrées et des gens dorment dehors. Des ponts se sont écroulés, des bâtiments scolaires sont fissurés. Encore une fois, la principale centrale électrique est hors de service : les autorités annoncent une année de travaux, donc une année sans

courant pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter et de faire fonctionner un groupe électrogène.

Avec la découverte de l'aide non distribuée, ce retour aux conditions de survie, comme après les ouragans de 2017, révolte la population. Pour éviter d'être emportée comme son prédécesseur, la nouvelle gouverneuse Vázquez a rapidement limogé trois membres de son cabinet. Mais il n'est pas du tout certain que cela contente les manifestants, qui sont profondément convaincus que ni les autorités locales ni celles de Washington ne prennent en compte leurs besoins.

Lucien Déroit

Liban : la crise s'approfondit



Le 19 janvier à Beyrouth.

Un gouvernement a été constitué le 21 janvier, mais il est peu probable qu'il soit capable de répondre à la colère de ceux qui manifestent depuis plus de trois mois au Liban.

Désigné le 19 décembre, le Premier ministre Hassan Diab a déjà été ministre dans le passé et appartient à cette classe politique aujourd'hui rejetée par une partie de la population, en particulier dans la jeunesse. C'est aussi le cas de l'ensemble de son gouvernement, formé à la suite de tractations entre les partis confessionnels qui se partagent le pouvoir depuis toujours.

Les manifestants sont

toujours aussi déterminés à exiger de ceux qui gouvernent le droit à vivre correctement de leur travail, sans avoir à faire les frais de la crise des liquidités et sans supporter la corruption institutionnalisée des politiciens.

Le 14 janvier était même le signal de départ de la « semaine de la colère » portant bien son nom. Les manifestants ont subi la répression qui s'est soldée, le 19 janvier, par plusieurs

centaines de blessés à Beyrouth. La colère est celle des milliers de salariés qui, en novembre et décembre, ont vu leur paye amputée de 50%. La crise des liquidités a déterminé la banque centrale, sous pression de la bourgeoisie libanaise, à fournir aux importateurs de blé, de médicaments et de carburant, en octobre dernier, 85% des devises nécessaires au taux officiel donc bien inférieur au taux réel. Les patrons de l'industrie et des services exigent à présent le même avantage. Mais les uns et les autres en ont profité, fin 2019, pour

Rapport de l'OIT : deux milliards de travailleurs sans droits

L'Organisation internationale du travail, émanation conjointe de l'ONU et des bureaucraties syndicales, ne se borne pas à rédiger des vœux pieux et des déclarations insipides. Elles produisent également des statistiques très éclairantes sur la situation des travailleurs.

Par exemple, l'OIT estime que deux milliards de travailleurs, soit 60% de l'ensemble, se trouvent dans le secteur dit informel ou familial. Cela signifie

qu'ils n'ont pas de droits, ou des droits insignifiants, et connaissent de fait la vie des exploités depuis que le capitalisme existe.

L'OIT conclut son rapport en se désolant de ce que, cette situation s'aggravant, la cohésion sociale est menacée. Eh bien, on ne peut qu'espérer qu'elle le soit de plus en plus et que les travailleurs, en se révoltant, soient capables de mettre à bas ce système fondé sur leur exploitation.

Paul Galois

supprimer 160 000 postes et réduire drastiquement les salaires.

3 700 riches Libanais captent autant de richesses que la moitié des 6 millions d'habitants du pays. Un quotidien citait ainsi les raisons de la colère d'une jeune manifestante de Tripoli, rencontrée sur un barrage : « Mes proches, mes voisins, n'avaient plus de quoi s'acheter du pain ou se faire soigner. Alors qu'à quelques pas seulement, les familles les plus riches du Liban se font construire des maisons, font fi de notre existence et ne daignent

nous approcher qu'avant les élections, histoire de s'assurer nos voix. »

Face à une classe politique qui fait la sourde oreille afin de continuer à se partager le gâteau, les manifestants, pour lesquels la démission fin octobre du précédent Premier ministre Saad Hariri n'a représenté qu'un léger recul, risquent fort de ne pas se contenter d'un vague remaniement ministériel et de promesses creuses. La répression, de son côté, ne peut qu'accroître les raisons de la colère.

Viviane Lafont

Russie : nouveau gouvernement, vieux problèmes

Le traditionnel discours du président russe sur l'état de la nation, le 15 janvier devant le Parlement, fut sans réelle surprise. L'annonce de mesures dites sociales, et même l'évocation de changements dans la Constitution, c'était la routine. Sauf que le même jour, sans y avoir fait allusion dans son discours, Poutine a renvoyé le gouvernement de Medvedev, son Premier ministre.

Sur les vingt ans où Poutine a dirigé le pays, les quinze derniers l'ont vu flanqué de Medvedev. Un second auquel il faisait assez confiance pour lui céder pour quatre ans son fauteuil en 2008, la Constitution lui interdisant plus de deux mandats consécutifs.

Ce rôle de lieutenant fidèle incluait celui de fusible. Et un fusible, cela saute en cas de surtension. Or, depuis plusieurs années, le pouvoir russe est soumis à des pressions tant extérieures qu'intérieures qui vont croissant.

Les effets de la crise mondiale

Alors que Poutine avait chargé son gouvernement d'obtenir une croissance dépassant la moyenne mondiale, l'inverse s'est produit. L'économie russe stagne, la misère se répand : plus d'un Russe sur sept survit avec moins de 150 euros par mois. Et la concurrence se fait plus âpre pour écouler le pétrole et le gaz, principales sources de devises de l'État russe. Quant aux grands groupes capitalistes venus en Russie profiter d'une main-d'œuvre qualifiée et du peu

de protection légale des travailleurs, ils réduisent leur production. Ford, Renault, Volkswagen, etc., licencient à tour de bras et font le chantage à leurs ouvriers de se retrouver à la rue s'ils n'acceptent pas d'être plus mal payés. Partout, dans l'industrie et les services, les salaires ne suivent pas la hausse des prix, sur fond de sanctions occidentales qui renchérissent les importations ou obligent à se rabattre sur des produits locaux plus coûteux. Et l'on revoit des salaires non payés durant des mois, comme aux heures les plus sombres de la période qui a suivi la désintégration de l'URSS.

D'où un mécontentement diffus mais réel, avec des grèves qui éclatent dans la santé, l'enseignement – secteurs les plus frappés en termes d'effectifs ou de salaires – et aussi dans des industries de pointe.

À cela s'est ajouté le large mouvement de 2018 contre la réforme qui repoussait l'âge de départ en retraite de cinq ans pour les hommes et huit pour les femmes. En plein Mondial de football, cela a donné lieu à des manifestations d'un bout à



En 2018, contre la réforme des retraites à Novosibirsk : « Le président est responsable de tout ça. Aucune confiance au gouvernement ».

l'autre du pays.

Poutine avait fait endosser sa réforme par Medvedev. Résultat, avec la chute du pouvoir d'achat, la cote de popularité du Premier ministre a plongé à 38 %. C'est ce qu'il paie de son renvoi.

Mais si c'est la seule chose qu'il n'ait pas volée – les gens font ainsi allusion à son immense fortune et à ses villas de luxe en Toscane, qui ont fait les choux gras des réseaux sociaux –, il n'est pas sûr que cela requinque pour autant la cote de Poutine, qui en a aussi pris un sacré coup ces derniers temps.

C'est à cela que celui-ci répondait le 15 janvier, en annonçant une série de mesures sociales, pour plus de 10 milliards de dollars en 2020, dont une forte prime aux vétérans et l'attribution d'un capital maternel à celles qui feront leur devoir patriotique d'avoir un enfant de plus. Dans les entreprises où il y a beaucoup de femmes, ce capital

a entraîné bien des discussions : moins pour en créditer Poutine que pour savoir à quels besoins urgents il pourrait servir...

La bureaucratie et la stabilité du régime

Poutine joue du vieux dicton « On a un bon tsar, mais entouré de mauvais boyards ». Comme si se défaisait sur les boyards de la bureaucratie suffisait. Michouline, qui succède à Medvedev, a aussitôt déclaré qu'il ne reviendrait ni sur la réforme des retraites ni sur les impôts qui pèsent sur la population, même très pauvre.

Michouline est très représentatif des affairistes serviteurs de l'État russe. Après avoir débuté comme haut fonctionnaire, il a dirigé un fonds d'investissement, puis a pris la tête du fisc. C'est une administration liée au monde des affaires et très corrompue, qui fait partie du noyau dur de l'État : celui des siloviki, ces « institutions de force » (armée, police,

services secrets, douane, fisc) sur lesquelles Poutine s'appuie depuis vingt ans. Quant à sa femme, officiellement simple mère de famille, le fait qu'elle a déclaré avoir gagné plus de 11 millions d'euros depuis que Michouline a intégré les hautes sphères du fisc est typique des milieux de la haute bureaucratie !

La Bourse de Moscou s'est envolée après le renvoi de Medvedev. Mais il est probable qu'elle apprécie plus encore les changements dans la Constitution annoncés le même jour. Ils visent à assurer qu'en 2024 Poutine qui, dit-il, ne se représentera pas à la présidence, gardera un poids décisif dans l'architecture du pouvoir.

En Russie la poigne d'un Poutine ne saurait faire oublier que la stabilité de l'ordre social et les privilèges des nantis dépendent moins d'un droit de propriété, qui reste incertain, que du pouvoir politique.

Pierre Laffitte

Gaz russe : guerre commerciale en mer Baltique

À l'ordinaire, l'impérialisme américain prononce ses interdictions de commerce, et les sanctions qui vont avec, à l'encontre d'États qu'il proclame terroristes, comme l'Iran, le Venezuela et d'autres.

Cette fois, c'est l'Allemagne ainsi que l'Union européenne et la Russie qui sont visées. Il s'agit du gazoduc en construction au fond de la mer Baltique, appelé Nord Stream. Ce gazoduc de plus de 1200 kilomètres doit servir à livrer du gaz russe à l'Allemagne, et éventuellement à d'autres pays d'Europe occidentale, en évitant de passer par l'Ukraine avec qui la Russie est en délicatesse.

Fin décembre, Trump a promulgué une loi sanctionnant les entreprises qui participent à ce projet, pourtant presque terminé

(il manque environ 200 kilomètres). Aussitôt, une entreprise suisse qui possède le plus gros navire poseur de tuyaux, œuvrant en mer Baltique, a décidé de tout arrêter, et le gazoduc est bloqué pour le moment.

La raison invoquée par les États-Unis, c'est que le projet Nord Stream va accentuer la mainmise russe sur l'Allemagne et l'Union européenne. La vraie raison, c'est que l'impérialisme américain veut en profiter pour menacer de sanctions – dont l'exclusion du marché américain – des entreprises concurrentes des siennes,

notamment allemandes. Au passage, s'il peut faire un nouveau croche-pied à la Russie, pourquoi s'en priver, même si le gaz russe approvisionne d'ores et

déjà, via l'Ukraine, une bonne partie de l'Europe. Et puis, il y a le GNL, gaz naturel liquéfié américain, qui commence à arriver dans les ports d'Europe. Alors,

si tout cela peut lui donner un petit coup de pouce commercial...

Ainsi va l'impérialisme, et pas seulement américain !

André Victor



Construction des conduites de Nord Stream 2 en Russie.

Libye : réunion de prédateurs à Berlin

Les dirigeants des pays impliqués dans la guerre en Libye ont signé dimanche 19 janvier un accord à Berlin. Il y avait du monde autour de la table, car l'intervention militaire des grandes puissances menée par la France en 2011 a ouvert la porte à une guerre civile sans fin, dans laquelle ne cessent de s'ingérer de nouveaux acteurs.

Dernières en date, la Russie et la Turquie se sont mises dans la partie, dans des camps opposés. La Russie soutient le général Haftar qui a entamé en avril dernier le siège de Tripoli. Son armée bénéficiait déjà du soutien de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et plus discrètement de la France. La Turquie, elle, s'est rangée du côté de Fayed el-Sarraj, désigné il y a quatre ans par des grandes puissances pour diriger le pays. Son gouvernement, qualifié d'Accord National, bénéficiait déjà du soutien du Qatar et d'Oman. Le président Erdogan s'apprête à déployer des troupes en Libye pour le soutenir.

La Libye est riche en

pétrole, ce qui fait d'elle une proie convoitée. La rivalité s'est longtemps limitée à un duel entre la compagnie française Total et l'italienne ENI. Les champs de pétrole se trouvant dans la zone contrôlée par Haftar, la France a pris son parti. L'Italie, elle, a préféré miser sur son rival qui contrôle la compagnie nationale libyenne, laquelle espère retrouver un jour ses droits sur la totalité du pétrole libyen. Mais l'irruption de la Russie et de la Turquie a introduit de nouveaux prétendants à la curée. La Turquie a couplé son soutien militaire au gouvernement de Tripoli à un accord maritime lui donnant accès à des zones potentiellement

riches en hydrocarbures, qui sont d'ailleurs revendiquées par la Grèce et par Chypre. Quant aux compagnies russes Rosneft ou Gazprom, des mercenaires sont là pour défendre leurs prérogatives.

La déclaration élaborée à Berlin promet un cessez-le-feu permanent. Ses signataires ont même juré de s'abstenir de toute ingérence dans le conflit armé. C'est risible, à propos d'un conflit qu'ils ne cessent d'attiser. Le sort de la population libyenne, l'enfer que vivent les habitants de Tripoli, sur lesquels s'abattent drones émiratis, missiles made in France ou obus russes, n'émeut nullement les participants de la conférence. Ils veulent juste se partager le gâteau, en fonction des nouveaux rapports de force sur le terrain et toujours au détriment de la population.

Daniel Mescla



Près de Tripoli, après un bombardement début janvier.

Côte d'Ivoire : mort à 14 ans

Le verrouillage des frontières européennes pousse même les enfants à des actes désespérés, ce que dénoncent dans le numéro du 14 janvier de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes*.

« Le 8 janvier au matin, le corps d'un gamin a été découvert à Paris dans l'espace conçu pour le train d'atterrissage d'un avion d'Air France en provenance d'Abidjan. Son absence avait été signalée par ses parents et des affichettes d'avis de recherche ont été confectionnées à cet effet.

Comment ce gamin de 14 ans a pu se retrouver passager clandestin dans un avion à l'aéroport de Port-Bouet, à plus de 30 km de chez lui ? Qu'est-ce qui a germé dans sa tête pour le pousser à un tel acte ? Ce qu'on sait de lui, c'est qu'il était élève en classe de 4^e dans un établissement scolaire de Yopougon où il résidait avec sa famille. Il y a 115 élèves dans sa classe et ils s'assoient à quatre sur des tables-bancs prévues pour deux, malgré la double vacation. Est-ce l'envie de sortir de cette vie de misère sans espoir qui l'a poussé à prendre cette décision ?

Ce qui est sûr, c'est que la misère, le désespoir et le manque de perspectives dans nos pays poussent des dizaines de milliers de personnes à fuir chaque année vers de meilleurs horizons. Les traversées du désert, puis de la Méditerranée, font une hécatombe parmi les candidats à la migration vers l'Europe, malgré ces risques, malgré le fait qu'il faut engager de fortes sommes pour payer les passeurs. Ce gamin pensait



Laurent Guibahi.

certainement avoir trouvé un moyen peu coûteux pour aller en Europe, mais il ignorait qu'il se condamnait ainsi à une mort certaine par le froid ou par asphyxie.

Ce drame est le prétexte tout trouvé par les autorités ivoiriennes pour faire déguerpir les populations résidant aux alentours de l'aéroport. Mais elles auront beau mettre des barbelés, des caméras et des gardes armés autour de l'aéroport pour éloigner les habitants, ce n'est pas cela qui changera quoi que ce soit. C'est la misère qui pousse les gens à partir loin en Europe ou ailleurs, pour survivre et pour envoyer un peu d'aide à leurs parents plongés dans la misère quotidienne. C'est cette situation qu'il faut changer.

L'État ivoirien, loin de combattre la misère, ne fait que l'aggraver, car toute sa politique consiste à servir les intérêts de la classe des exploités et des affameurs du peuple. »

Le pouvoir aux travailleurs

Sénégal : hausse du prix de l'électricité

Cet article a été écrit par nos camarades de l'UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes) dans leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*.

« Le 10 janvier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Dakar, à Thiès, ainsi que dans d'autres villes du pays, pour protester contre la hausse des prix de l'électricité (entre 6 et 10%) à compter du 1^{er} décembre 2019. Le prétexte de cette hausse est de « financer le développement du réseau de la Sénélec ». C'est un refrain bien connu, mais cette décision scélérate n'est pas acceptée par les habitants, car ils savent qu'elle va

générer des augmentations de prix en cascade des produits de première nécessité, du transport et des services. C'est la 4^e manifestation du genre depuis fin novembre dernier.

[...] Lors de la première manifestation du 29 novembre à Dakar devant le Palais de la République, le gouvernement a procédé à des arrestations de quelques dirigeants et militants du mouvement, en croyant que cela allait mettre fin à toute

velléité de contestation dans la rue, mais cela n'a fait qu'ajouter de la colère à la colère.

Du coup, aux slogans et pancartes de protestation contre l'augmentation du prix de l'électricité s'en sont ajoutés de nouveaux, exigeant la libération des militants arrêtés.

La colère est telle que, dans certains quartiers populaires, les agents de la Sénélec n'osent plus se présenter pour apporter les factures d'électricité aux habitants. C'est ainsi que de nombreux habitants ne les ont pas vus alors qu'ils étaient attendus depuis

décembre. Les gens se souviennent encore de la promesse faite par Macky Sall lors de sa présentation des vœux le 31 décembre 2017. Il avait promis de baisser de 10% le tarif de l'électricité dans les trois mois. Non seulement il n'y a pas eu de baisse, mais aujourd'hui il l'augmente.

Il croyait que cette augmentation allait passer comme une lettre à la poste, mais c'était mal connaître le malaise profond de la population, qui n'en peut plus de supporter la cherté de la vie, les coupures d'eau et d'électricité incessantes dans les quartiers populaires, le

mauvais fonctionnement des hôpitaux publics, etc.

Des boulangers, des transporteurs, entre autres, se sont joints au mouvement et cela lui donne plus de poids.

S'il s'amplifie et entraîne d'autres catégories de la population, notamment les travailleurs, les enseignants, les étudiants et bien d'autres laissés-pour-compte, il sera assez fort pour faire reculer le gouvernement. Et celui-ci réfléchira peut-être par deux fois avant de prendre d'autres mesures impopulaires. »

Le pouvoir aux travailleurs

Nestlé - Itancourt : annonce de licenciements

Jeudi 16 janvier, les travailleurs de l'usine d'Itancourt, dans l'Aisne, ont appris que Nestlé comptait supprimer d'ici fin 2020 le secteur Soupes. Cela concernerait 158 salariés sur 420 au total, sans compter les intérimaires ou CDD toujours présents sur le site et les travailleurs des entreprises de sous-traitance.

Pour la direction, la baisse des volumes de commandes de bouillons et soupes justifierait cette décision et Nestlé concentrerait leur fabrication sur d'autres usines en Europe de l'Est. Ce groupe riche, première société mondiale d'agroalimentaire, ose prétendre qu'il ne peut pas maintenir ces emplois. En fait, cette multinationale se moque des conséquences de ses choix, justifiés exclusivement par la recherche du profit.

Effectivement, Nestlé

arrose ses actionnaires. Le groupe consacre beaucoup d'argent au rachat d'actions pour en augmenter la valeur et il verse des dividendes en hausse. Il a versé 13,4 milliards de francs suisses à ses actionnaires en 2018, d'après son bilan annuel. Pour parvenir à ce résultat, il procède à de nombreuses restructurations, à la vente de secteurs et au rachat d'autres entreprises, à des suppressions de postes et des fermetures de site.

Pour ne citer que les

exemples en France, au début de l'année 2019, la direction de l'usine Nestlé-Purina avait annoncé 231 postes supprimés sur cinq sites de production de nourriture animale. À Beauvais, dans l'Oise, en mars 2019, 500 emplois ont été supprimés avec la fermeture d'une usine de crème glacée Nestlé-Froneri. Les salariés s'étaient battus et avaient obtenu quelques concessions financières.

La direction assure qu'elle va s'occuper de chaque salarié. Elle promet des mesures d'âge, alors que le gouvernement repousse l'âge de la retraite, et des mutations dans les autres sites du groupe. Une partie pourraient être embauchés sur le même site, à la fabrication de céréales pour le

petit déjeuner. Mais, pour les autres, c'est un transfert sur l'usine Nestlé de Boué, à 40 kilomètres d'Itancourt, qui est envisagé. Comme si c'était facile de faire déménager toute sa famille au gré des aléas des choix de production de Nestlé !

Lors d'une réunion avec la direction de l'entreprise, des élus locaux, sous l'égide du préfet, ont demandé à la multinationale qu'elle accepte volontairement de verser aux salariés des sommes importantes, et le préfet a fait connaître son intention d'assujettir Nestlé à l'obligation de revitaliser le territoire.

Ce sont les luttes des salariés qui pourront obliger Nestlé à prendre en compte leurs besoins et à payer pour cela.

Correspondant LO

La Redoute Quai 30 - Wattrelos : un recul de la direction

La direction de La Redoute cherche depuis plusieurs années à remettre en cause les journées de fractionnement obtenues quand tous les congés ne sont pas pris dans la période d'été.

C'est pour les supprimer qu'elle a rédigé une note visant à imposer quatre semaines de congés pendant la période d'été.

À Quai 30, dès que la direction a affiché la note d'information le mardi 14 janvier, elle a déclenché la colère. Un attroupement

s'est formé immédiatement et la nouvelle a fait le tour de l'usine.

Le débrayage des trois équipes le vendredi 17 janvier, le jour où la PDG Balla venait présenter ses vœux, a été une réussite. C'est à plus de 90% que l'équipe du matin a débrayé une heure.

Cela a été l'occasion pour beaucoup de salariés de dénoncer toutes les pressions qu'ils subissent au quotidien sur les productions. Le responsable de l'usine, pas très à l'aise, ne s'attendait visiblement pas à une telle unanimité.

Une grande majorité des équipes d'après-midi et du week-end ont aussi débrayé au moment où, à l'étage en dessous, la PDG

présentait ses vœux, du coup bien désertés. Des chansons comme *Paroles, paroles...* et celle des gilets jaunes sur l'honneur des travailleurs ont perturbé cette cérémonie.

Il n'a pas fallu longtemps pour que la direction annonce qu'elle reculait. Preuve que c'est efficace quand tout le monde s'y met.

Correspondant LO

Hôpital d'Abbeville : ras la blouse !

Plusieurs dizaines de travailleurs de l'hôpital d'Abbeville ont profité de la présentation des vœux de la directrice de l'établissement, lundi 20 janvier, pour manifester leur colère à l'appel de la CGT.

Derrière son pupitre, la directrice a vu s'envoler les blouses des agents hospitaliers, lancées en signe de

protestation contre la politique d'austérité et les sacrifices imposés.

Rodés par la participation

aux manifestations contre le saccage des retraites, les agents de service, les aides-soignantes et les infirmières protestent contre la dégradation des conditions de travail et de soins aux patients commune à tous les établissements hospitaliers.

Mais, à Abbeville, s'y ajoute la situation particulière d'un établissement endetté, tout en étant engagé dans un vaste chantier de modernisation à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Alors, quand la direction parle de la nécessité d'assainir les finances, les travailleurs traduisent à juste titre : économies sur notre dos. Il y a quelques années, certains agents ont déjà perdu des jours de RTT au nom de l'équilibre du budget. Aujourd'hui, ce sont des changements d'horaires, la réorganisation du travail ou encore l'abandon des gardes au profit d'astreintes, moins bien payées, qui sont évoqués comme des pistes de réflexion. En tombant la blouse, les agents en colère ont montré qu'ils ne comptaient pas se laisser faire.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

La meilleure réponse

Le chef RH devait venir s'expliquer en équipe de nuit sur leur mensonge à propos de la rémunération du dimanche obligatoire.

Il a pu rester chez lui : on était en grève.

Renault-Flins atelier des Presses

Ils sont fous

Au 430, la cadence a été réduite à 75% en équipe A, et la hiérarchie voudrait qu'on tienne plusieurs postes en même temps. La direction annonce en plus qu'il y a des samedis obligatoires programmés.

C'est du délire total. La logique que nous, travailleurs, devons imposer aux patrons, c'est travailler moins pour travailler tous.

PSA-Trémery

Non à l'usine « en marche » !

Aux planches de bord, le picking des traverses et des blocs chauffage est tellement long qu'à la fin de la journée nous avons marché plus de 20 kilomètres.

Pour la rando nocturne Paris-Versailles-Mantes, on sera prêts. Sauf qu'elle, elle ne dure qu'une nuit.

Renault-Flins atelier du Montage

Ras le gobelet !

Dans les différents services, les gobelets des machines à café ont été changés. Ils sont maintenant biodégradables. Tant mieux.

Le problème, c'est qu'au passage le prix du café a augmenté de 5 centimes. Décidément, ils ne peuvent rien faire sans nous taxer au passage.

Municipaux de Tours

Zen, soyons zen

La direction organise dans les prochains jours une conférence sur les bienfaits de la sieste. Intéressant comme information sur notre santé. Nous pourrions ensuite l'appliquer avec sérieux et sérénité à chaque réunion de service, amphi et réunion d'UET.

Technocentre Renault-Guyancourt

Renault Trucks – Saint-Priest : grève pour les salaires

Depuis mardi 14 janvier, un mouvement de grève a commencé à l'usine Ponts et Essieux de Renault Trucks à Saint-Priest et des débrayages quotidiens ont eu lieu dans les secteurs de Vénissieux.

L'annonce par la direction, lors d'une première réunion salariale, d'une augmentation ridicule de 1 % seulement, a suscité la colère, d'autant qu'elle avait déjà annoncé son refus de renouveler en 2020 la prime gilets jaunes de 2019, et une baisse importante de l'intéressement.

Ce mécontentement sur les salaires s'ajoute à celui qui s'était déjà exprimé depuis le 5 décembre sur les retraits, avec des débrayages

importants.

La direction argumente en annonçant une baisse importante des commandes de camions ces derniers mois, laissant planer la menace de mesures de chômage dans les usines. Pourtant, les résultats de l'année 2018 pour le groupe Volvo, dont fait partie Renault Trucks, ont été qualifiés d'historiques, et ceux de 2019 sont équivalents. Les actionnaires sont très bien servis, ainsi que la PDG du groupe Volvo, qui a

eu une augmentation de plus de 10 %.

Une deuxième réunion salariale devant se tenir mercredi 15 janvier, des débrayages ont eu lieu à l'usine de Vénissieux dès mardi 14. À l'usine Ponts-Essieux de Saint-Priest, une majorité d'ouvriers se sont mis en grève : ils revendiquent une augmentation de 100 euros.

La grève a continué mercredi à l'usine Ponts, toujours très suivie, surtout en équipe d'après-midi. Et à Vénissieux plus de 100 travailleurs qui avaient débrayé ont envahi la réunion de négociations. La direction a mis fin assez rapidement



Rencontre des ouvriers avec des cheminots.

aux discussions en annonçant que les augmentations seraient non pas de 1 %... mais de 1,2 %.

Jeudi 16 janvier, la grève a continué à l'usine Ponts, ainsi que des débrayages dans les ateliers de Vénissieux, malgré les pressions et les menaces de la direction : l'habituel « Vous dégradez l'image de l'entreprise » et même « Maintenant que la réunion salaires est terminée, vous n'avez pas le droit de faire grève ». Le lendemain était une journée non

travaillée dans les ateliers, et la direction a essayé de faire rattraper le travail non effectué pendant la grève.

Lundi 20 janvier, la grève de l'usine Ponts et les débrayages de Vénissieux n'ont pas repris. Mais la colère est toujours là. Pour l'instant, dans les usines de Blainville et Bourg-en-Bresse, le mécontentement ne s'est pas exprimé de la même manière, mais bien sûr il existe aussi. Et il pourrait bien se manifester si la grève reprenait.

Correspondant LO

PSA – Rennes : coup de colère au Montage

À l'usine PSA de Rennes-la-Janais, 2 500 ouvriers travaillent en quatre équipes. La moitié des travailleurs sont précaires. Chaque jour, plus de 500 voitures sont fabriquées.

Depuis la réorganisation de l'usine il y a quelques années, les accidents de travail se multiplient car les cadences sont toujours plus rapides.

Les 350 ouvriers du Ferrage (assemblage et soudure de la caisse) dénoncent depuis longtemps les heures supplémentaires qui leur sont imposées pour rattraper

les pannes, et le mépris des chefs. La semaine dernière, pour une fois, le samedi 18 janvier n'était pas travaillé en heures supplémentaires pour toute l'usine : l'équipe du matin allait enfin avoir un week-end complet de repos!

Mais deux jours avant, le jeudi 16 janvier, le patron a décidé d'imposer finalement

de travailler ce samedi. Dans l'atelier du Montage, où il y a la plus forte concentration d'ouvriers, les rumeurs de grève après la pause de 11h30 le vendredi 17 ont inquiété la direction. Celle-ci a préféré annuler le samedi travaillé pour cet atelier.

Au Ferrage en revanche, le samedi était maintenu. Immédiatement, 25 ouvriers sur 80 d'un atelier du Ferrage ont décidé de cesser le travail à 11 h 30. Chefs, contremaître, responsable

de fabrication et responsable des ressources humaines ont appliqué en vitesse et ont été obligés d'entendre la colère des travailleurs CDI et intérimaires.

La responsable des Ressources humaines, qui habituellement est si prompt à faire des réflexions sur la sécurité, n'avait pas pris le temps de mettre ses équipements de protection ! De nombreux salariés ont même constaté qu'elle découvrait l'atelier.

Après avoir dit leurs quatre vérités à tous ces chefs pendant une demi-heure, les ouvriers, contents d'avoir exprimé à plusieurs leur ras-le-bol, ont décidé de reprendre tranquillement leur poste.

Dans l'atelier, celles et ceux qui ne sont pas venus cette fois-ci étaient de tout cœur avec le mouvement et assuraient que la prochaine fois ils s'y mettraient aussi.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Davos : le rendez-vous des exploités

Près de 3 000 participants étaient attendus au cinquantième Forum économique mondial de Davos, qui s'est ouvert mardi 21 janvier dans la charmante station de ski suisse. Grands patrons et chefs d'État s'y retrouvent cette année sous le slogan « Parties prenantes pour un monde cohésif et soutenable ».

Il en coûte 55 000 à 550 000 euros pour être membre ou partenaire du WEF (World Economic Forum), géré par une société de droit privé. Mais les organisateurs savent être généreux et, pour illustrer leur ouverture d'esprit, ils invitent chaque année des représentants d'ONG et des activistes plus ou moins connus. Cette année, ces derniers y côtoient près de 119 milliardaires parmi les grands patrons censés débattre des moyens d'aller

vers un capitalisme responsable pour l'humanité et la planète.

Le club des riches s'est donc mis à la page : chaque participant a été invité à laisser son jet privé au garage et à emprunter un avion de ligne ou, mieux encore, à prendre le train. L'usage d'ustensiles jetables et le plastique ont été bannis et des buffets sans viande ont été dressés. Les milliardaires au régime ont pu participer à la table ronde « Comment éviter

l'apocalypse climatique » où est intervenue Greta Thunberg.

La jeune militante a, une fois de plus, constaté l'inaction des dirigeants économiques et politiques de la planète. D'autres, comme le secrétaire général de l'ONG WWF, font mine de croire à une énorme prise de conscience des grands patrons, attribuant son absence de résultat aux réticences des échelons inférieurs.

Il est vrai que les patrons des grands groupes ne sont pas avertis de déclarations vertes. De la dirigeante de Solvay, le géant belge de la chimie, aux banques et aux groupes financiers comme BlackRock, tous se déclarent prêts à bouleverser leur

politique de production ou d'investissement. Dans la lettre annuelle du groupe publiée le 14 janvier, le PDG de BlackRock a même averti solennellement que les entreprises, les investisseurs et les gouvernements qui ne s'engageraient pas dans la lutte contre le réchauffement climatique devaient s'attendre à une réallocation significative des capitaux. De la part d'un requin de la finance qui reste l'un des premiers investisseurs des compagnies pétrolières et de la déforestation en Amazonie, cette menace doit faire trembler tous les pollueurs !

Quant aux organisateurs, ils ont solennellement lancé une initiative pour planter 1 000 milliards d'arbres d'ici

2030, dans le cadre d'une plateforme publique-privée à laquelle peuvent adhérer les entreprises et les États. De grands humanistes, comme Mohamed Ben Salman pour l'Arabie saoudite ou Trump pour les États-Unis, ont d'ores et déjà annoncé leur participation.

Pendant quatre jours, les exploités du monde entier et leurs représentants politiques prennent la pose pour la galerie et lâchent quelques millions aux bonnes œuvres qui tentent de réagir aux désastres humains et écologiques que leur économie provoque. Tout un cirque à l'image de leur monde, hypocrite et révoltant.

Nadia Cantale

Rapport d'Oxfam : un système toujours plus inégalitaire



Oxfam publie comme chaque année son rapport annuel sur la pauvreté et y dénonce les inégalités abyssales entre les immensément riches et le reste de la population. Et de présenter une montagne de chiffres édifiants, tirés des données de la banque Crédit suisse, de la Banque mondiale et du magazine Forbes.

En 2018, les 2 153 milliardaires de la planète se partageaient autant de richesses que 4,6 milliards de personnes. Leur nombre a presque triplé depuis dix ans, puisqu'ils étaient 792 en 2009, au lendemain de la crise financière. La richesse des 1 % les plus riches de la planète correspond à plus de deux fois la richesse de 90 % de la population mondiale.

Les plus riches peuvent se contenter de regarder croître leur fortune avec le temps, puisque leur fortune possède une rentabilité annuelle moyenne de 7,4 % au cours des dix dernières années. Bill Gates a aujourd'hui une fortune estimée à près de 100 milliards de dollars, soit deux fois plus que lorsqu'il était à la tête de Microsoft.

À l'autre bout de la planète, près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,50 dollars

par jour. Et la pauvreté ne se réduit que très peu. Elle augmente même en Afrique subsaharienne.

En France, le constat d'Oxfam est le même. Actuellement, 41 milliardaires, soit quatre fois plus qu'en 2009, cumulent 330 milliards de dollars, cinq fois plus qu'il y a dix ans !

Et le rapport essaie de montrer ce que cet écart de richesses signifie : « Si quelqu'un avait pu économiser l'équivalent de 8 000 euros par jour depuis la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, il n'arriverait aujourd'hui qu'à 1 % de la fortune de Bernard Arnault. »

Ce constat est édifiant et révoltant : ces riches sont riches de l'exploitation de milliards d'hommes et de femmes. Et dire que les tenants de cette société-là voudraient qu'on l'accepte sans rien dire !

Bertrand Gordes

Turquie : face à l'inflation, les travailleurs réclament leur dû

En Turquie, au moment où Erdogan estime n'avoir rien de mieux à faire que de lancer le pays dans une nouvelle guerre en Libye, le mécontentement des travailleurs va croissant.

Les travailleurs subissent l'inflation galopante liée à l'écroulement de la monnaie turque et à la crise économique, elle-même liée aux crises en Irak, en Iran ou en Syrie.

Dans la métallurgie en particulier, les négociations collectives bisannuelles viennent de s'ouvrir et, face à l'attitude du patronat, le mécontentement explose. Il propose en tout et pour tout une augmentation des salaires de 6 %, mais aussi une plus grande flexibilité, et d'espacer désormais les négociations de trois ans, au lieu de deux, ce qui reculerait d'autant le réajustement des salaires.

À Bursa, la ville où se concentre l'industrie automobile, non loin d'Istanbul, les protestations ont commencé parmi les

travailleurs des usines Renault, Fiat, Bosch, Delphi... Dans ce pays où la grève est étroitement réglementée, ils ont commencé par arriver collectivement en retard de dix minutes, avant de faire une demi-heure de grève. Le syndicat Türk Metal est lié au pouvoir et à l'extrême droite, mais se souvient comment en 2015 les travailleurs de Bursa s'étaient mis en grève pour les salaires, malgré et contre lui. Sous la pression de leur colère, il a donc pris l'initiative des débrayages. Dimanche 19 janvier, il a organisé un meeting au centre de Bursa, où sont venus également des travailleurs de la métallurgie d'autres villes comme Istanbul, Ankara, Izmir et d'autres.

Le même jour, l'autre syndicat, Birlesik Metal,

lié à la confédération DISK, organisait un meeting à Gebze, près d'Istanbul, revendiquant 34 % d'augmentation alors que Türk Metal n'avance pas de chiffre. Il craint, s'il le fait, d'être perçu comme timoré et, s'il avance un chiffre conforme au rattrapage souhaité par les travailleurs face à l'inflation, que cela encourage à lutter jusqu'au bout pour l'obtenir.

Lors de ces meetings, on a entendu des slogans tels que « Ce n'est qu'un début », « Grève générale », « Nous ne reculerons plus ». Sentant la montée du mécontentement, le patronat a porté sa proposition à 10 % d'augmentation, toujours bien loin de l'inflation, même selon les chiffres officiels. Il en faudra plus pour arrêter une mobilisation ouvrière qui ne fait peut-être que commencer.

Julien Silva



Rassemblement de métallurgistes à Bursa le 19 janvier.